Rapport annuel de gestion 2006-2007

Ministère des Relations internationales

Québec

2008-00391/

Rapport annuel de gestion 2006-2007

Ministère des Relations internationales

Québec

Dépôt légal – 2007
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN : 978-2-550-51004-8 (Imprimé)
ISBN : 978-2-550-51005-5 (pdf)
Bibliothèque nationale du Canada
© Gouvernement du Québec, 2007

Message de la ministre

Québec, octobre 2007

Monsieur Michel Bissonnet
Président de l'Assemblée nationale du Québec
Hôtel du Parlement
Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de vous transmettre le rapport annuel de gestion du ministère des Relations internationales pour l'exercice financier 2006-2007.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La ministre des Relations internationales,
ministre responsable de la Francophonie
et ministre responsable de la région de l'Estrie,

Monique Gagnon-Tremblay

Message de la sous-ministre par intérim

Québec, septembre 2007

Madame Monique Gagnon-Tremblay
Ministre des Relations internationales,
ministre responsable de la Francophonie
et ministre responsable de la région de l'Estrie
Ministère des Relations internationales
525, boul. René-Lévesque
Québec (Québec) G1R 5R9

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre le rapport annuel de gestion du ministère des Relations internationales pour l'exercice 2006-2007. Ce rapport rend compte des résultats obtenus par le Ministère dans l'atteinte des objectifs qu'il s'était fixés pour cet exercice.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

La sous-ministre par intérim,

Hélène Latouche

Déclaration de la direction du ministère des Relations internationales

Les renseignements contenus dans le présent rapport annuel de gestion relèvent de la responsabilité de la sous-ministre par intérim du ministère des Relations internationales, de la sous-ministre adjointe à l'analyse et aux politiques, du sous-ministre adjoint aux affaires bilatérales et à la Francophonie, du sous-ministre adjoint au Protocole et aux événements et du directeur général des services ministériels. Cette responsabilité porte sur l'exactitude et la fiabilité des données contenues dans le rapport.

Le rapport annuel de gestion 2006-2007 du ministère des Relations internationales :

- décrit fidèlement la mission, les mandats, les valeurs et les orientations stratégiques du Ministère;
- présente les objectifs établis, les réalisations et les résultats atteints.

Nous déclarons que les données contenues dans le présent rapport annuel de gestion sont fiables et qu'elles correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2007.

Hélène Latouche
Sous-ministre par intérim

Hélène Latouche
Sous-ministre adjointe à l'analyse et aux politiques

Gaston Harvey
Sous-ministre adjoint aux affaires bilatérales et à la Francophonie

Daniel Legault
Sous-ministre adjoint et chef du Protocole

Michel Chevrier
Directeur général des services ministériels

Rapport du vérificateur interne

Québec, septembre 2007

Madame Hélène Latouche
Sous-ministre par intérim
Ministère des Relations internationales
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5R9

Madame la Sous-Ministre par intérim,

Nous avons procédé à l'examen de l'information présentée dans le rapport annuel de gestion du ministère des Relations internationales pour l'exercice terminé le 31 mars 2007. La responsabilité de l'exactitude, de l'intégralité et de la divulgation de l'information incombe à la direction du Ministère. Notre responsabilité consiste à évaluer le caractère plausible et la cohérence générale de l'information, en se basant sur les travaux relatifs à cet examen.

Notre examen, sans constituer une vérification, a été effectué en se référant aux normes de l'Institut des vérificateurs internes. Nos travaux ont consisté à obtenir des renseignements et des pièces justificatives, à mettre en œuvre des procédés analytiques, à effectuer des révisions de calculs et à susciter des discussions sur l'information fournie. Les éléments suscitant des questionnements ont été examinés d'une façon plus détaillée. Lorsque nécessaire, ils ont été clarifiés par les intervenants appropriés.

Au terme de cet examen, nous n'avons rien relevé qui porte à croire que les résultats et les renseignements présentés dans le rapport annuel de gestion 2006-2007 du ministère des Relations internationales ne sont pas, à tous égards, importants, plausibles et cohérents.

Le directeur de la vérification interne et de l'évaluation,

Christian Beaudet

Table des matières

Message de la ministre 3

Message de la sous-ministre par intérim 5

Déclaration de la direction du ministère des Relations internationales 7

Rapport du vérificateur interne 9

Faits saillants **13**

1 Présentation du Ministère **17**

2 Présentation des résultats au regard des objectifs stratégiques **19**

2.1 La conduite des relations internationales **21**

Orientation : Proposer et mettre en œuvre une action cohérente, concertée et efficace visant à promouvoir et à défendre les intérêts du Québec

Axe : La politique et les orientations gouvernementales 21

Axe : Les relations bilatérales 26

Axe : Les relations multilatérales 39

Axe : La solidarité et le développement international 49

Axe : Le rayonnement international du Québec 53

2.2 Les services aux citoyens **57**

Orientation : Mettre au point des outils d'information et des initiatives permettant d'appuyer l'action internationale des divers milieux

Axe : L'information et les services en ligne 57

Axe : Les stages jeunesse 58

Axe : L'appui aux activités internationales des divers groupes et des diverses institutions et entreprises québécoises 60

2.3 La gestion **67**

Orientation : Gérer les ressources conformément aux objectifs gouvernementaux et ministériels en les affectant prioritairement à la mise en œuvre de la Politique internationale et du Plan d'action qui en découle

Axe : La gestion des ressources 67

Axe : L'évaluation des politiques et des programmes 72

Table des matières

3 Présentation des résultats au regard des engagements de la Déclaration de services aux citoyens 73

4 Utilisation des ressources 75

5 Les autres exigences législatives et gouvernementales 79

Annexes 81

Annexe 1 - Liste des représentations du Québec à l'étranger au 31 mars 2007 81

Annexe 2 - Liste des ententes internationales conclues en 2006-2007 et des engagements internationaux auxquels le Québec s'est déclaré lié par décret en 2006-2007 82

Annexe 3 - Liste des principales visites officielles en 2006-2007 83

Annexe 4 - Liste des missions ministérielles québécoises à l'étranger en 2006-2007 86

Annexe 5 - Résultats des programmes d'accès à l'égalité en emploi 89

Annexe 6 - Liste des acronymes 92

Annexe 7 - Organigramme au 31 mars 2007 95

La Politique internationale

L'exercice 2006-2007 s'est ouvert sur le dévoilement de la *Politique internationale du Québec*. Première en 15 ans, cette politique est le produit d'une consultation menée auprès de 400 personnes et d'une étroite concertation gouvernementale. Assortie d'un plan d'action et d'un mécanisme de suivi systématique, elle assigne à l'action internationale du gouvernement cinq objectifs : renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois, favoriser la croissance et la prospérité du Québec, contribuer à la sécurité du Québec et du continent nord-américain, promouvoir l'identité et la culture du Québec et contribuer à son effort de solidarité internationale.

Cette politique internationale a permis, pour la première fois depuis plusieurs années, de renforcer le réseau du Québec à l'étranger afin d'agir efficacement là où ses intérêts le dictent : aux États-Unis, en Europe, au Japon, en Chine, au Mexique, mais aussi, dans un avenir prochain, en Inde et au Brésil. Le Québec pourra bientôt compter sur 27 représentations, dans 18 pays.

Les relations multilatérales

La Politique internationale affirme l'importance pour le Québec d'être associé de très près aux travaux des organisations internationales qui concernent ses compétences et ses responsabilités. Une entente historique entre le Canada et le Québec relative à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) reconnaît, pour la première fois, le rôle particulier du Québec sur la scène internationale et a permis de nommer, au sein de la délégation canadienne auprès de l'UNESCO, un représentant permanent ayant statut diplomatique, qui se rapporte au ministère des Relations internationales. Le Ministère a par ailleurs suivi les travaux d'une quinzaine d'organisations internationales, notamment sur les changements climatiques, les droits de la personne, les relations de travail et les questions autochtones. Il a poursuivi ses efforts dans l'accueil d'organisations internationales au Québec.

Au 11e Sommet de la Francophonie de Bucarest, le premier ministre du Québec, M. Jean Charest, est intervenu en prenant une part active aux débats politiques de la Conférence, témoignant ainsi de la place que le Québec occupe dans la Francophonie. Quelques semaines auparavant, en préparation à ce sommet, le premier ministre avait eu une rencontre de travail avec le secrétaire général de la Francophonie, M. Abdou Diouf, et avec le président de la république française, M. Jacques Chirac. La ministre des Relations internationales et ministre de la Francophonie, Mme Monique Gagnon-Tremblay, a participé à la Conférence ministérielle sur la prévention des conflits et la sécurité humaine de Saint-Boniface et oeuvré à la préparation du Sommet francophone de 2008 qui se tiendra à Québec. Partenaire dans TV5 Monde, le Québec a poursuivi ses efforts pour accroître le nombre de productions québécoises diffusées sur ce réseau.

Les relations bilatérales

Amérique du Nord

Le gouvernement du Québec a fait de l'intensification de ses relations avec les États-Unis une priorité, notamment sur le plan de la sécurité, du commerce et de l'investissement, de l'énergie et de l'environnement, et ce, tant sous l'angle bilatéral, avec les États américains, qu'au sein de forums régionaux. Le Ministère a travaillé à atténuer les effets de l'imposition de nouvelles exigences pour l'entrée aux États-Unis sur la circulation des marchandises et des personnes.

L'émergence d'un marché énergétique nord-américain a par ailleurs retenu l'attention de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada ainsi que du Forum ministériel sur l'énergie et l'environnement à Québec. En novembre, l'Assemblée nationale approuvait l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent.

Le Ministère a appuyé la présence du premier ministre à BIO 2006, à Chicago, la plus importante rencontre sur les biotechnologies au monde.

Sur le plan de l'image, le gouvernement du Québec a présenté l'événement *Old World Charm, New World Excitement* au Smithsonian, à Washington. Il a poursuivi sa collaboration avec les universités américaines pour faire connaître le Québec, notamment avec des partenaires tels que *l'American Council for Québec Studies*.

Reconnaissant le rôle du Mexique dans le renforcement de l'Amérique du Nord, la *Politique internationale du Québec* indique clairement la volonté du gouvernement de renforcer ses liens avec ce partenaire important. Le premier ministre a rencontré le nouveau président du Mexique, M. Felipe Calderón, et le Ministère a tenu à Québec la XI[e] Rencontre du Groupe de travail Québec-Mexique. Le Québec a signé avec le Nuevo León une entente qui s'inscrit dans sa volonté de renforcer les liens avec les États fédérés.

France

Le maintien d'un dialogue politique de haut niveau entre le Québec et la France s'est poursuivi. De plus, de nombreuses missions ministérielles québécoises et françaises ont été effectuées dans des secteurs clés pour les intérêts du Québec, tels que le développement économique, la culture, la santé, la jeunesse, l'immigration ou la Francophonie. Le premier ministre a rencontré à Paris le président de la République, M. Jacques Chirac, et le premier ministre, M. Dominique de Villepin.

Profitant de la Conférence de Paris pour une gouvernance écologique mondiale, le premier ministre a rencontré de nouveau le président Chirac, de même que celui qui était alors candidat à la présidence, M. Nicolas Sarkozy, ainsi que la présidente du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), M[me] Laurence Parisot. Ces entretiens ont porté sur le projet de création d'une organisation des Nations Unies pour l'Environnement, celui d'un accord de partenariat économique entre le Canada et l'Europe et ont fait avancer des dossiers économiques tels que les maillages entre pôles de compétitivité français et créneaux d'excellence québécois. De nombreux échanges dans le cadre de la préparation des célébrations du 400[e] anniversaire de Québec ont également eu lieu en cours d'année, notamment entre le président du comité français d'organisation, M. Jean-Pierre Raffarin, et la ministre des Relations internationales, M[me] Monique Gagnon-Tremblay.

La 61[e] session de la Commission permanente de coopération franco-québécoise (CPCFQ) a retenu plus de 80 projets et permis une réflexion sur la coopération interuniversitaire, le mécénat culturel et la modernisation de l'État.

Europe

Le Québec a continué de développer les liens multiples qu'il entretient avec des États, des régions et des communautés d'Europe, notamment le Royaume-Uni, la Belgique, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Le premier ministre s'est rendu à Vienne, où il a rencontré le chancelier de la République d'Autriche, M. Wolfgang Schüssel, puis à Munich, où il a inauguré la Délégation générale ainsi qu'à Berlin et à Dresde, où il a eu des rencontres politiques et des échanges avec les milieux industriels et financiers.

Mais c'est l'impulsion donnée par le premier ministre Charest en faveur d'un Accord Canada-Union européenne qui constitue le fait saillant de l'année. Menée par la Délégation générale du Québec à Bruxelles, en rapport avec les milieux d'affaires québécois, cette initiative permet de positionner le Québec comme l'élément moteur de la relation entre le Canada et l'Union européenne.

Par ailleurs, les travaux des commissions de coopération (Bavière, Flandre, Italie) ont porté une attention particulière à la science, à la culture et à l'éducation. Le Ministère a publié, avec la Chaire Jean Monnet de l'Université de Montréal, un répertoire des programmes de recherche de l'Union européenne accessibles aux chercheurs québécois.

Asie

Dans la foulée des missions réalisées par le premier ministre, M. Jean Charest, en Asie en 2005-2006, la ministre des Relations internationales a dirigé, en octobre, une mission en Chine avec des représentants des secteurs de l'éducation, de la recherche, de la science et du commerce. Par ailleurs, le Ministère a été associé à la réalisation des missions en Inde et au Japon du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Raymond Bachand. Dans le cadre du Mois du Québec au Japon, Tokyo a été l'hôte d'activités à caractère commercial, scientifique et culturel destinées à faire découvrir le talent et l'audace des Québécois.

États fédérés

Sur le plan des liens avec les États fédérés, le premier ministre a également participé au Sommet des leaders sur les relations nord-américaines réunissant des États américains, mexicains ainsi que des provinces canadiennes. Il a également participé à la Conférence des Chefs de gouvernements des Régions partenaires, avec ses homologues de Haute-Autriche, de Bavière, du Cap occidental, du Shandong et de São Paulo. Le Québec a pris part aux réunions de l'Assemblée des régions d'Europe et à la Conférence des régions européennes à pouvoir législatif. Il a profité de ces assises multilatérales pour faire avancer nombre de dossiers bilatéraux.

La solidarité internationale

Le Ministère a, par ailleurs, participé à la mise en place du Centre de valorisation internationale de l'expertise québécoise, en collaboration avec l'École nationale d'administration publique et le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Le Centre permettra de mieux structurer l'offre de services du Québec aux pays en développement et en émergence. Enfin, le Québec a suivi de près la situation haïtienne, en participant notamment à la réunion internationale des bailleurs de fonds, à Port-au-Prince.

Le Programme québécois de développement international a financé, en cours d'exercice, la réalisation de 29 projets. Plus de 400 jeunes ont effectué des stages dans le cadre du programme Québec sans frontières. Le Ministère administre ces programmes en collaboration avec les organismes de coopération internationale.

Le gouvernement a par ailleurs coordonné l'accueil au Québec de près de 14 000 ressortissants canadiens d'origine libanaise à la suite de leur évacuation du Liban. Plus de 5 000 d'entre eux se sont prévalus des diverses mesures d'aide offertes.

Les dossiers jeunesse

Soulignons l'intégration de l'offre de stages sous un guichet unique afin de mettre en commun les ressources et les services des organismes jeunesse québécois que sont l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), l'Office Québec Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse (OQWBJ) et l' Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ). À cela s'ajoute la mise en place d'une fondation faisant appel aux secteurs privé et institutionnel pour multiplier les occasions d'offrir des stages. Le regroupement ouvre des avenues de coopération vers des pays tiers.

La gestion

Dans l'esprit de la *Loi sur l'administration publique*, le Ministère a produit une nouvelle Déclaration de services aux citoyens, de nature à assurer la qualité de ses services directs à la population. Dans le contexte de l'implantation du gouvernement en ligne, il a reçu le mandat de développer la seconde génération du volet international du Portail gouvernemental de services (PGS) pour en faire un ensemble de guichets uniques du Québec pour chacune des clientèles étrangères ciblées.

Enfin, le Ministère s'est doté d'un Plan ministériel de gestion de crise et de continuité des affaires, de nature à fournir une réponse cohérente à toute situation d'urgence ou interruption momentanée des activités ministérielles, dans un souci de protection de la santé et de la sécurité des personnes.

1 Présentation du Ministère

La mission du Ministère est de promouvoir et de défendre les intérêts du Québec sur la scène internationale. À cette fin, il planifie, organise et dirige l'action du gouvernement à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes et coordonne leurs activités au Québec en matière de relations internationales.

Les principales responsabilités du ministère des Relations internationales

Compte tenu du mandat qui lui est confié, les principales responsabilités du Ministère sont :

- d'élaborer une politique internationale qui favorise le rayonnement et le développement du Québec et de voir à sa mise en œuvre;
- de conseiller le gouvernement sur toute question ayant trait aux relations internationales;
- d'établir et de maintenir des relations avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales;
- d'assurer la représentation du Québec à l'étranger;
- de veiller à la négociation et à la mise en œuvre des ententes internationales;
- de veiller aux intérêts du Québec dans le cadre des négociations d'accords internationaux et au respect des engagements internationaux du Québec.

En plus de ces fonctions de conseil, de représentation et de négociation, les responsabilités du Ministère se traduisent par divers programmes et services touchant notamment l'organisation des missions gouvernementales et la réalisation d'activités de coopération, d'échanges ou d'aide internationale.

La ministre des Relations internationales est responsable de l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), de l'Office Québec Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse (OQWBJ) et de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ) ainsi que de l'application de la section III.I de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* relativement à l'action humanitaire internationale.

Les interlocuteurs et les clientèles du Ministère

Le ministère des Relations internationales a, d'une part, un rôle de gouverne et de coordination gouvernementale. À ce titre, il est au service du premier ministre, du Conseil des ministres, des autres ministères et des organismes publics.

Sur le plan international, il agit comme interlocuteur auprès des gouvernements étrangers, des organisations internationales ainsi que des représentations étrangères au Québec pour lesquelles il gère les privilèges et immunités diplomatiques.

Enfin, par son réseau de représentations à l'étranger, par les missions qu'il organise et par les divers programmes qu'il finance, le Ministère offre directement ou indirectement des services aux citoyens, aux entreprises, aux institutions et à divers partenaires de la société civile.

Les champs d'intervention du Ministère

Les activités du Ministère sont regroupées sous trois champs d'intervention principaux, à savoir :

- La conduite des relations internationales;
- Les services aux citoyens;
- La gestion.

2 Présentation des résultats au regard des objectifs stratégiques

Le *Plan stratégique 2005-2007* du ministère des Relations internationales a été déposé à l'Assemblée nationale en mai 2005, étant entendu qu'il serait révisé dès la publication de la Politique internationale. Conçue en concertation avec les ministères et organismes actifs sur la scène internationale, cette politique, assortie d'un plan d'action, a été rendue publique le 24 mai 2006. Le Ministère a alors intégré au Plan stratégique les objectifs et les priorités de la Politique ainsi que les mesures du Plan d'action qui le concernent directement.

Les objectifs stratégiques du Ministère ont ainsi été enrichis, en particulier dans les secteurs des relations bilatérales, des relations multilatérales et de la solidarité internationale. Une nouvelle orientation stratégique a été ajoutée pour chapeauter les services offerts aux institutions et entreprises du Québec.

En 2006-2007, les objectifs stratégiques du Ministère étaient regroupés sous les orientations et les axes d'intervention suivants :

APERÇU DES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES 2006-2007

	La conduite des relations internationales
Enjeu :	La conduite des relations internationales comme contribution au développement de la société québécoise et à son rayonnement
Orientation 1 :	Proposer et mettre en œuvre une action cohérente, concertée et efficace visant à promouvoir et à défendre les intérêts du Québec
Axes :	La politique et les orientations Les relations bilatérales Les relations multilatérales La solidarité et le développement international Le rayonnement international du Québec
	Les services aux citoyens
Enjeu :	Les services aux citoyens comme façon de sensibiliser les Québécoises et les Québécois aux enjeux internationaux et de les appuyer dans leurs initiatives internationales
Orientation 2 :	Mettre au point des outils et des initiatives permettant d'appuyer l'action internationale des divers milieux
Axes :	L'information et les services en ligne Les stages jeunesse L'appui aux activités internationales de groupes, d'institutions et d'entreprises québécoises
	La gestion
Enjeu :	La gestion comme contribution à la performance de l'organisation
Orientation 3 :	Gérer les ressources conformément aux objectifs gouvernementaux et ministériels en les affectant prioritairement à la mise en œuvre de la Politique internationale et du Plan d'action qui l'accompagne
Axes :	La gestion des ressources L'évaluation

La présente section fait état des résultats et des réalisations du Ministère au regard des objectifs stratégiques définis en 2006-2007 pour chacun des axes d'intervention.

2.1 La conduite des relations internationales

Orientation 1 **Proposer et mettre en œuvre une action cohérente, concertée et efficace visant à promouvoir et à défendre les intérêts du Québec**

Axe **La politique et les orientations gouvernementales**

Objectif 1 Proposer au gouvernement un énoncé de politique internationale et un plan d'action gouvernemental, et en assurer la mise en œuvre

Indicateur Dépôt de la Politique et du Plan d'action
Mise en place de mécanismes de coordination et d'instruments de suivi

Contexte

Dans le nouveau contexte international marqué par l'expansion des économies émergentes et par l'importance que les États accordent aux questions sécuritaires, la nouvelle Politique internationale adoptée au printemps 2006 marque la volonté du gouvernement du Québec de mener une action internationale forte et concertée répondant aux besoins du Québec. Elle explique de quelle façon il prévoit assurer la promotion des intérêts du Québec et contribuer à sa prospérité, à sa sécurité, à son rayonnement et à son influence.

Réalisations et résultats

En 2006-2007, les principales réalisations du Ministère au regard de cet objectif sont les suivantes :

Publication, le 24 mai 2006, par la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M^me^ Monique Gagnon-Tremblay, de la *Politique internationale du Québec*. Intitulée *La force de l'action concertée*, cette nouvelle politique a fait l'objet d'une importante concertation tant sur le plan gouvernemental qu'avec divers acteurs de la société civile. Elle propose cinq grands objectifs pour guider l'action à long terme du gouvernement en matière de relations internationales, soit :

- renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois;
- favoriser la croissance et la prospérité du Québec;
- contribuer à la sécurité du Québec et du continent nord-américain;
- promouvoir l'identité et la culture du Québec;
- contribuer à l'effort de solidarité internationale.

Publication, le 24 mai 2006, du *Plan d'action 2006-2009* qui décline, sur la base des cinq objectifs et des dix priorités énoncés dans la Politique internationale, les principales actions à mettre en œuvre par les 18 ministères et organismes du gouvernement directement interpellés par cette politique.

Soixante-neuf mesures ou initiatives précises y sont indiquées et la majorité d'entre elles sont sous la responsabilité de l'un ou l'autre des six ministères suivants : Relations internationales (MRI), Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE), Immigration et Communautés culturelles (MICC), Éducation, Loisir et Sport (MELS), Culture et Communications (MCC) et Sécurité publique (MSP).

Mise en place d'un système d'attribution et de suivi des crédits spéciaux alloués à la mise en œuvre des mesures du Plan d'action. Ces crédits sont de 20 millions de dollars (M$) sur trois ans, soit 4 M$ en 2006-2007, 8 M$ en 2007-2008 et 8 M$ en 2008-2009. La responsabilité de gérer cette provision spéciale a été confiée au MRI.

Mise en place d'un mécanisme de coordination interministérielle permettant de suivre l'évolution des projets auprès des ministères et organismes et de s'assurer de l'atteinte des résultats prévus au Plan d'action. À cet effet, plusieurs rencontres de concertation ont été tenues en cours d'année avec l'ensemble des partenaires gouvernementaux et ont permis de déterminer des indicateurs de résultats.

Axe	**La politique et les orientations gouvernementales**
	Redéployer le réseau des représentations à l'étranger conformément aux objectifs de la Politique internationale
	État d'avancement du plan de redéploiement

Contexte

Les bureaux et délégations du Québec à l'étranger ont favorisé le développement des relations avec des décideurs politiques et économiques des pays, États fédérés ou régions du monde avec lesquels le Québec partage des affinités et des intérêts.

La *Politique internationale du Québec* confirme le rôle et l'importance que le gouvernement accorde au réseau des représentations à l'étranger et propose un plan de redéploiement pour répondre aux nouvelles priorités du gouvernement. Ce plan de redéploiement constitue l'une des principales mesures du *Plan d'action 2006-2009*. Il prévoit le rehaussement du statut de certains postes, l'ouverture de nouvelles représentations de même que l'ajout d'effectifs.

Réalisations et résultats

En 2006-2007, les démarches suivantes ont été menées :

Aux États-Unis :

- Rehaussement du statut de l'Antenne d'Atlanta au niveau de délégation;
- Nomination et entrée en fonction d'une déléguée du Québec à Atlanta et embauche d'un attaché commercial;
- Embauche d'un attaché commercial et d'un attaché aux affaires multilatérales à Washington;
- Lancement du processus de recrutement pour l'ajout d'un conseiller à Los Angeles;
- Fermeture du Bureau du Québec à Miami.

En Allemagne :

- Rehaussement du statut du Bureau de Munich au niveau de délégation générale;
- Nomination d'un délégué général à Munich pour représenter le Québec en Allemagne, en Autriche et en Suisse;
- Rehaussement du statut de l'Antenne de Berlin au niveau de bureau;
- Embauche de deux attachés à Munich et d'un conseiller à Berlin.

En Italie :

- Procédures en cours pour établir la Délégation du Québec à Rome;
- Processus en cours pour la création d'une antenne économique à Milan;
- Processus de recrutement d'un attaché commercial à Milan complété.

En Chine :

- Embauche d'un démarcheur en investissement au Bureau du Québec à Beijing et démarches en cours pour l'embauche de trois employés additionnels;
- Démarches amorcées pour l'embauche de trois employés additionnels au Bureau du Québec à Shanghai.

Au Japon :

- Embauche d'un démarcheur en investissement à la Délégation générale du Québec à Tokyo.

En Inde :

- Procédures en cours pour l'établissement d'un bureau du Québec à Mumbai.

Au Brésil :

- Procédures en cours pour l'établissement d'un bureau du Québec à São Paulo;
- Désignation du directeur du Bureau du Québec.

Axe	**La politique et les orientations gouvernementales**
Objectif 4	Développer la capacité d'analyse sur les grands enjeux internationaux de façon à mieux évaluer leur impact sur le Québec
Indicateur	Ressources affectées à cette fonction

Contexte

La Politique internationale exprime la volonté du gouvernement d'accroître ses activités de veille et d'analyse du contexte international.

À titre de conseiller et de coordonnateur de l'action internationale, le Ministère doit en effet effectuer des recherches sur divers enjeux, analyser l'environnement international, tant sur le plan économique que politique, social et en matière de sécurité, et être en mesure d'évaluer rapidement l'impact des changements sur l'évolution du Québec et de proposer les mesures à prendre pour défendre ses intérêts. Pour ce faire, le Ministère doit s'appuyer à la fois sur ses ressources internes et sur les partenariats extérieurs qu'il a pu établir au fil des ans, notamment avec les chaires et les centres d'études universitaires qu'il soutient.

Réalisations et résultats

En 2006-2007, les principales réalisations du Ministère dans l'atteinte de cet objectif peuvent se résumer ainsi :

Mise en place d'une Direction des analyses économiques et politiques chargée notamment de coordonner les activités de recherche ministérielle.

Amélioration de la capacité d'analyse par l'ajout de ressources consacrées à cette fonction et par leur mise en réseau avec les équipes du ministère des Finances, du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et de l'Institut de la statistique du Québec.

Mise en place d'une unité « Enjeux de sécurité », chargée à la fois de la veille stratégique en cette matière et d'assurer la liaison avec les ministères et organismes concernés par ces questions, en particulier le ministère de la Sécurité publique. Cette unité a publié, en novembre 2006, une étude portant sur la responsabilité internationale du Québec en matière de sécurité intitulée *Contribuer à l'édification d'un monde plus sûr ou le défi de la sécurité pour le Québec*. Cette étude fait état des principaux enjeux de sécurité pour le Québec.

Évaluation des activités des chaires et des centres de recherche bénéficiant d'une aide financière du Ministère afin d'arrimer les travaux de recherche avec les priorités de la Politique internationale.

Mise en œuvre de l'entente entre le Ministère et l'École nationale d'administration publique (ENAP) relative au Laboratoire d'étude sur les politiques publiques et la mondialisation (LEPPM), lieu de veille et d'analyse des effets du phénomène de la mondialisation sur le rôle de l'État et les politiques publiques.

Axe	**Les relations bilatérales**
Objectif 4	Dans la perspective de la consolidation de l'espace nord-américain : - Développer les relations avec les États-Unis en faisant valoir les intérêts du Québec dans les domaines du commerce et de l'investissement, de la sécurité, de l'énergie et de l'environnement - Développer les relations avec le Mexique et avec certains États ciblés, en vue de renforcer les échanges et le commerce
Indicateurs	Actions menées auprès des États, des ensembles régionaux, de l'Administration américaine et du Congrès Actions menées auprès du gouvernement mexicain et de certains États mexicains

Contexte

Le gouvernement du Québec a fait de l'intensification de ses relations avec les États-Unis une priorité de son action internationale, compte tenu des intérêts du Québec dans les domaines stratégiques de la sécurité, du commerce et de l'investissement, de l'énergie et de l'environnement. Le MRI et ses six représentations aux États-Unis, en étroite collaboration avec les ministères sectoriels, ont consacré au cours de la dernière année des efforts importants tant sur le plan des relations bilatérales que de la participation à des forums régionaux. Une attention particulière a été accordée aux différentes mesures mises en place par l'administration fédérale des États-Unis, notamment au regard des questions de sécurité et des nouvelles exigences de passage à la frontière. De plus, les élections de mi-mandat (novembre 2006) ont substantiellement modifié le paysage politique au Congrès et dans plusieurs États, ce qui a nécessité une action soutenue afin de nouer des liens avec les nouveaux élus.

Sur le plan nord-américain, le Mexique, en tant que partenaire de l'ALENA et du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP), présente des perspectives intéressantes pour le développement d'échanges économiques avec le Québec. Ce dernier y exerce déjà des activités importantes dans les secteurs de l'éducation et de la culture. En 2006-2007, le Ministère a principalement orienté ses activités dans ces trois secteurs.

Réalisations et résultats

États-Unis

En 2006-2007, le Ministère a contribué à l'organisation et à la réalisation de nombreuses missions et activités visant à développer les relations avec les États-Unis et à y défendre ses intérêts. Mentionnons principalement :

Au chapitre des questions nationales

Préoccupé par les impacts potentiellement négatifs de certaines mesures, en premier lieu la *Western Hemisphere Travel Initiative* (WHTI), le gouvernement du Québec s'est fait le défenseur d'une approche équilibrée cherchant à concilier impératifs de sécurité et de fluidité à la frontière. Ainsi, le 22 septembre 2006, le premier ministre du Québec a écrit au secrétaire à la Sécurité intérieure, M. Michael Chertoff, et à la secrétaire d'État, M^me^ Condoleeza Rice, afin d'exprimer les préoccupations du gouvernement du Québec à l'égard de la mise en œuvre de la WHTI. Le premier ministre a également eu l'occasion de sensibiliser à cette question plusieurs gouverneurs américains avec qui il a eu des entretiens en cours d'année.

Participation du Ministère à l'organisation d'une importante mission de premiers ministres canadiens à Washington D.C., en février 2007, en marge de la réunion hivernale de la National Governors Association. Cette mission, impliquant l'Ontario, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick et le Québec, avait pour objectif de sensibiliser les gouverneurs américains aux enjeux de la WHTI. À cette occasion, pas moins de 27 gouverneurs américains ont été rencontrés.

Mise à contribution continue des représentants du Québec aux États-Unis pour faire connaître à leurs interlocuteurs les préoccupations du Québec à l'égard de cette initiative.

À la fin de septembre 2006, le Congrès a reporté d'un an et demi l'échéancier ultime de mise en œuvre de la WHTI pour les modes de transport terrestre et maritime. De plus, le département américain de la Sécurité intérieure a annoncé, le 22 février 2007, que les jeunes américains et canadiens de 15 ans et moins seraient finalement exemptés de l'obligation de présenter un passeport pour entrer aux États-Unis par voie terrestre ou maritime, tout comme ceux de 16 à 18 ans effectuant un voyage de groupe, que ce soit dans le cadre d'une activité scolaire, sportive, religieuse ou autre. Ces décisions s'inscrivent directement dans le sens des efforts déployés par le Québec au regard de la WHTI.

Au chapitre des missions et des rencontres

Mission du premier ministre, M. Jean Charest, et du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Raymond Bachand, à *Bio International Organisation Convention*, à Chicago, en avril 2006. À l'occasion de cette rencontre internationale majeure dans le domaine des biotechnologies, ils ont fait connaître les produits et services québécois dans le domaine des sciences de la vie, contribué à la recherche de financement auprès de sociétés à capital de risque étrangères et favorisé la création de partenariats technologiques entre des entreprises québécoises et étrangères. Le premier ministre s'est entretenu avec plusieurs décideurs politiques de même qu'avec des représentants d'importantes sociétés transnationales.

Mission du premier ministre à Burlington (Vermont), en septembre 2006, à l'invitation du gouverneur, M. James H. Douglas, afin de poursuivre les discussions menées dans le cadre de l'Accord multisectoriel signé avec cet État en 2003. Le gouverneur et le premier ministre ont aussi coprésidé les travaux des comités sur l'énergie (NICE - Northeast International Committee on Energy) et sur l'environnement de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA/PMEC) qui se réunissaient au même moment.

En matière de relations avec des regroupements régionaux

Participation du premier ministre, M. Jean Charest, à la 30e Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA/PMEC), du 11 au 13 mai 2006, à Newport au Rhode Island. Les domaines de l'énergie, de l'environnement, de la protection des océans et des relations économiques étaient à l'ordre du jour. Le projet WHTI a fait l'objet d'une résolution demandant notamment au gouvernement des États-Unis d'effectuer une analyse économique et sociale des répercussions de cette initiative sur le commerce transfrontalier, le tourisme et les activités des collectivités locales.

Dans la foulée de cette réunion annuelle, plusieurs événements se sont tenus au cours de l'année et le Québec y a fait valoir ses intérêts. Notons, entre autres :

- la réunion du Comité sur la coopération commerciale, tenue à Montréal, en septembre 2006;
- le Dialogue sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, à Charlottetown, en octobre 2006;
- le Forum relatif aux solutions de transports face aux changements climatiques, à Portland (Maine), en décembre 2006;
- le Forum ministériel sur l'énergie et l'environnement, à Québec, en février 2007.

Lors du Forum ministériel sur l'énergie et l'environnement, coprésidé par le gouverneur du Vermont et le premier ministre du Québec, les ministres, commissaires et secrétaires de l'énergie et de l'environnement de l'Est du Canada et de la Nouvelle-Angleterre ont convenu d'une série de recommandations en matière de commerce, d'énergie, d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique et de transport en relation directe avec l'émission de GES et les changements climatiques. Les recommandations adoptées lors du Forum ministériel ont ensuite été présentées à la 31e CGNA/PMEC, à l'Île-du-Prince-Édouard, les 25 et 26 juin 2007.

Participation du premier ministre, M. Jean Charest, au *Sommet des leaders sur les relations nord-américaines*, à Gimli, au Manitoba, les 30 et 31 mai 2006. Au total, neuf premiers ministres canadiens, deux gouverneurs mexicains, trois gouverneurs américains et un secrétaire d'État ont participé à l'événement. Plusieurs thèmes ayant trait à l'intégration nord-américaine ont été abordés dont : le renforcement des relations commerciales, la compétitivité et l'innovation, la sécurité, les ressources humaines, l'environnement et les stratégies énergétiques. Le premier ministre a, entre autres, réitéré la position du Québec à l'égard du renforcement des relations nord-américaines et du rôle que doivent jouer les États fédérés.

Conférence des gouverneurs des Grands Lacs (CGGL) et Commission des Grands Lacs (CGL). Le 30 novembre 2006, la ministre des Relations internationales a déposé à l'Assemblée nationale, pour approbation, l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent. Cette entente signée par le premier ministre du Québec, celui de l'Ontario et par les gouverneurs des huit États des Grands Lacs vise à assurer la gestion et la protection des eaux de cet important patrimoine naturel.

Le Québec a aussi participé à de nombreuses rencontres et de nombreux travaux de suivis portant, notamment, sur l'élaboration du nouveau Plan stratégique quinquennal de la CGL et sur les démarches visant à sensibiliser les décideurs politiques américains aux principaux enjeux environnementaux relatifs à la région des Grands Lacs. Des démarches ont été effectuées afin de sensibiliser les municipalités québécoises à l'importance de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent, forum politique régional important qui collabore avec la CGL et la CGGL.

Le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Raymond Bachand, avait déjà, en mai 2006, dans le cadre du *Vermont Trade Show*, assisté à la signature de l'entente entre la Fédération des chambres de commerce du Québec et la Chambre de commerce du Vermont, premier jalon du Corridor commercial Québec – Nouvelle-Angleterre.

Mission de la ministre des Relations internationales, Mme Monique Gagnon-Tremblay, au Massachusetts et au New Hampshire, en octobre 2006. Dans le cadre du congrès biannuel de *l'American Council for Quebec Studies*, la ministre a prononcé une allocution pour présenter la *Politique internationale du Québec* devant environ 150 universitaires américains spécialisés en études québécoises. De plus, la ministre a profité de son passage pour rencontrer un groupe de gens d'affaires du Massachusetts afin d'aborder la question des impacts de la mise en œuvre de la *Western Hemisphere Travel Initiative* (WHTI). Elle a aussi participé, à Boston, au lancement de la Tournée du cinéma québécois.

Mission de la ministre des Relations internationales, Mme Monique Gagnon-Tremblay, à Washington D.C., en janvier 2007, afin de procéder au lancement d'un événement de marque mettant le Québec en vedette au prestigieux Smithsonian Institution et intitulé *Québec Old World Charm, New World Excitement*. Dans le cadre de cet événement, une série d'activités publiques se sont déroulées sur une période de un mois, de janvier à février 2007. La ministre ainsi que la mairesse de Québec, Mme Andrée P. Boucher, y ont également fait la promotion des fêtes du 400e anniversaire de la fondation de Québec.

Mission de la ministre des Relations internationales à Plattsburgh (New York), en février 2007. M^me^ Monique Gagnon-Tremblay a prononcé une allocution devant 200 personnes dans le cadre du *Annual Distinguished Québec Address*. La ministre soulignait en outre le lancement, par cette université, du premier diplôme (mineure) en études québécoises aux États-Unis.

Toujours dans la perspective d'intensifier ses relations avec les décideurs politiques et économiques américains et de faire valoir les intérêts du Québec dans des secteurs stratégiques, le Ministère a coordonné plusieurs rencontres et visites officielles au Québec, notamment celle de représentants du Congrès, dont les membres du Congressional Friends of Canada Caucus, celle du gouverneur de la Virginie, M. Timothy Kaine, celle de l'ambassadeur des États-Unis au Canada, M. David H. Wilkins, ainsi que de celle de plusieurs collaborateurs des élus du Congrès américain.

Mexique

La Politique internationale du Québec a confirmé le statut du Mexique en tant que partenaire international du Québec. Les nombreuses activités réalisées sur le territoire ont été l'occasion d'approfondir les relations avec ce pays, tant au niveau du gouvernement fédéral qu'à celui de certains États fédérés.

En 2006-2007, les principales réalisations auxquelles le Ministère a été étroitement associé sont les suivantes :

Rencontre du premier ministre, M. Jean Charest, avec le président du Mexique, M. Felipe Calderón, lors du *Forum économique mondial de Davos*, en janvier 2007. Cette première rencontre avec le nouveau président du Mexique a permis d'ouvrir la voie à une nouvelle collaboration.

Visite officielle au Québec, en mai 2006, du gouverneur de l'État du Nuevo León, M. José Natividad González Parás, au cours de laquelle a été signée une entente de coopération entre les deux gouvernements. Cette entente a permis la création, le 6 décembre 2006, de la toute première Chaire de recherche et d'étude du Québec contemporain au Mexique, située à l'Université autonome du Nuevo León. Elle a aussi permis la mise en place de deux centres de services aux entreprises, à Montréal et à Monterrey, dans le but d'augmenter les échanges commerciaux.

Tenue de la *XI^e^ rencontre du Groupe de travail Québec-Mexique* (GTQM) à Québec, en mars 2007, à l'issue de laquelle une trentaine de projets de coopération touchant les domaines de la culture, de l'éducation, des sciences et technologies et de l'économie ont été acceptés.

Axe	**Les relations bilatérales**
Objectif 3	En Europe, en tenant compte de l'évolution de l'Union européenne : - Maintenir un dialogue politique de haut niveau avec la France et développer la coopération dans les champs d'action convenus entre les premiers ministres français et québécois - Développer les relations politiques, économiques et la coopération sectorielle avec les pays et régions prioritaires d'Europe et avec les institutions européennes
Indicateurs	- Rencontres entre représentants politiques québécois et français - Projets de coopération réalisés - Actions menées auprès des pays, des régions et des institutions prioritaires

Contexte

La France demeure un partenaire stratégique et occupe une place privilégiée dans la politique internationale du Québec. Les relations avec ce pays s'appuient sur une histoire riche et solide et évoluent en tenant compte du cheminement des sociétés française et québécoise. Ainsi, le développement de partenariats entre collectivités territoriales françaises et québécoises s'est accru, en particulier entre régions. Le dossier jeunesse a pris une nouvelle dimension, la relation bilatérale se tournant désormais vers des interventions conjointes en pays tiers. L'étendue des relations commande qu'un lien politique à haut niveau soit maintenu. Ce lien a été entretenu au cours de l'année écoulée. Le premier ministre a effectué deux missions en France et des visites, notamment ministérielles, ont eu lieu. À noter que la période précédant les élections présidentielles et législatives en France (d'avril à juin 2007) a amené un ralentissement de l'activité politique.

Par ailleurs, le Québec a établi des liens étroits et soutenus avec plusieurs pays, régions et communautés d'Europe, notamment au Royaume-Uni, en Belgique, en Allemagne, en Italie et en Espagne, où il a instauré une coopération économique, scientifique et culturelle qui contribue au développement des affaires, à la circulation des artistes et des produits culturels, à l'échange d'expertise et au renforcement de la recherche scientifique.

Compte tenu du fort potentiel de développement des échanges que représente pour le Québec l'Europe élargie et du caractère incontournable de l'Union européenne en tant qu'acteur politique exerçant des pouvoirs substantiels dans des domaines correspondant aux compétences et intérêts du Québec, la Politique internationale a fait de l'Europe l'une de ses priorités d'action internationale, en particulier dans les secteurs de l'économie, de la culture, de l'éducation et des sciences et technologies.

Au cours de l'exercice 2006-2007, une attention particulière a été accordée à la promotion d'un accord visant à renforcer le commerce et l'investissement entre le Canada et l'Union européenne, en particulier par le premier ministre, M. Jean Charest, lors de ses entretiens avec ses interlocuteurs européens.

Réalisations et résultats

En 2006-2007, les principales activités mises en œuvre par le Ministère ou auxquelles il a été associé étroitement peuvent se résumer ainsi :

France

Au chapitre des relations politiques

Rencontres de travail du premier ministre, M. Jean Charest, à Paris, en juillet 2006, avec le président de la République française, M. Jacques Chirac, le premier ministre, M. Dominique de Villepin, le maire de Paris, M. Bertrand Delanoë, ainsi qu'avec le secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, M. Abdou Diouf et des personnalités de la Francophonie, et ce, afin de se concerter sur certaines questions importantes, notamment la préparation du Sommet de Bucarest prévu en septembre.

Mission en France du premier ministre M. Charest, en février 2007, pour participer, à l'invitation du président Chirac, à la Conférence de Paris « Pour une gouvernance écologique mondiale ». Outre le président Chirac, M. Charest a rencontré, à cette occasion, le candidat à la présidence, M. Nicolas Sarkozy, en compagnie des anciens premiers ministres, MM. Alain Juppé et Jean-Pierre Raffarin. Ces entretiens ont notamment porté sur la création d'une organisation des Nations Unies pour l'environnement (ONUE) et sur la création d'une zone de libre-échange entre le Canada et l'Europe. Ont également été discutés, les relations et partenariats économiques entre la France et le Québec, la ratification et la mise en œuvre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles et la participation de la France aux célébrations du 400e anniversaire de Québec. M. Charest a aussi eu un entretien avec la présidente du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), Mme Laurence Parisot.

Missions ministérielles québécoises en France dont celle de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, Mme Monique Gagnon-Tremblay, en novembre 2006, pour participer au Conseil d'administration de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, faire la promotion du 400e anniversaire de Québec et pour présenter la *Politique internationale du Québec*. À noter également celle de la ministre du Tourisme, Mme Françoise Gauthier, participant au Salon professionnel du tourisme et du voyage « TOP RESA », celle du ministre des Services gouvernementaux, M. Henri-François Gautrin, intéressé au développement de la coopération en matière de services gouvernementaux et de « gouvernement en ligne » et enfin celle du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, M. Claude Béchard, en mission d'étude sur les ports méthaniers et sur les possibilités de coopération en matière d'environnement.

Accueil au Québec, en septembre 2006, puis en février 2007, de l'ancien premier ministre, sénateur de la Vienne et président du Comité français d'organisation pour les célébrations du 400e anniversaire de Québec, M. Jean-Pierre Raffarin, venu la première fois pour faire le point avec les autorités politiques québécoises et divers intervenants concernés par l'événement et, la deuxième fois, pour annoncer officiellement les contributions de la France pour le 400e.

Le principal legs de la France pour 2008 visera l'aménagement du Pavillon d'accueil du Musée de l'Amérique française, appelé à accueillir le Centre de la francophonie des Amériques (CFA). L'engagement de la France prévoit notamment la tenue au Québec de l'événement Futurallia 2008, ce rendez-vous d'affaires intensif entre PME d'une trentaine de pays.

Au chapitre de la coopération

Tenue de la rencontre mi-parcours de la 60e Commission permanente de coopération franco-québécoise (CPCFQ) en avril 2006 et de la 61e session de la CPCFQ en mars 2007, qui a permis la sélection de plus de 80 projets impliquant des acteurs tant gouvernementaux que non gouvernementaux.

Allemagne, Europe centrale et orientale

Mission du premier ministre M. Jean Charest, à Berlin, en juillet 2006. Le chef du gouvernement s'est notamment entretenu avec le ministre de la Chancellerie fédérale allemande, M. Thomas de Maizière, au sujet du développement des liens du Québec avec le gouvernemental fédéral allemand. Lors de son passage à Dresde, le premier ministre a eu un entretien avec le ministre-président de la Saxe, M. Georg Milbradt, avec qui il a discuté de l'établissement d'une coopération entre le Québec et la Saxe. À cette dernière occasion, une entente entre la SODEC et le Festival du Film de Dresde visant l'échange de programmation et l'intensification des liens dans le domaine du film, a été signée.

Dans la perspective du développement et du renforcement de la relation économique avec l'Autriche, le premier ministre Charest, lors de sa mission européenne de juillet 2006, a été reçu par le chancelier autrichien, M. Wolfgang Schüssel, - une première dans les relations internationales du Québec. Il s'est également entretenu avec le ministre-président de la Haute-Autriche, M. Josef Pühringer, et avec le ministre de l'Économie, de l'Éducation et de la Jeunesse de la Haute-Autriche, M. Viktor Sigl, au sujet d'un partenariat Québec/Haute-Autriche.

Dans le cadre du maintien et du développement des relations avec la Bavière, le gouvernement du Québec a accueilli le ministre délégué à l'Économie, aux Infrastructures et au Transport et à la Technologie, M. Hans Spitzner, la ministre d'État aux Affaires fédérales et européennes, Mme Emilia Müller, et le ministre d'État à l'Intérieur, M. Günther Beckstein. De plus, le premier ministre, M. Jean Charest, s'est entretenu avec le ministre président de Bavière, M. Edmund Stoiber, en marge de la réunion des chefs des Régions partenaires, tenue à Linz, en juillet 2006.

En janvier 2007, mission du premier ministre, M. Jean Charest, au Forum économique mondial de Davos, accompagné du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Raymond Bachand. Cette mission a fourni une occasion exceptionnelle de promouvoir le renforcement du partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne, notamment auprès du ministre fédéral allemand de l'Économie et de la Technologie et président du Conseil des ministres de l'Économie et des Finances de l'Union européenne, M. Michael Glos.

Mission du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M. Jean-Marc Fournier, à Salzbourg en Autriche, en septembre 2006, pour y confirmer l'accueil au Québec en 2007, d'une compétition cycliste de calibre international.

Belgique et Benelux

Accueil au Québec de Son Altesse royale le prince Philippe de Belgique, présidant une importante mission économique réunissant 80 entreprises belges, un ministre flamand et un ministre wallon. À cette occasion, le prince a été reçu par le premier ministre M. Jean Charest.

Accueil au Québec du ministre-président de la Flandre, M. Yves Leterme, qui a rencontré plusieurs membres du gouvernement pour discuter notamment de politique d'immigration et d'intégration.

Entretien du ministre des Services gouvernementaux, M. Henri-François Gautrin, avec le ministre fédéral belge de l'Emploi et de l'Informatisation, M. Peter Vanvelthoven, et avec le ministre flamand responsable du gouvernement en ligne, M. Geert Bourgeois, lors d'une mission en septembre 2006. À cette occasion, ils ont discuté de la mise en œuvre du gouvernement en ligne.

Conclusion entre le Québec et la Flandre, d'un programme d'accords industriels (PAI) et technologiques (PAIT), afin de contribuer à la consolidation des relations dans les domaines de la recherche scientifique, de l'économie et du commerce extérieur.

Royaume-Uni, Irlande et pays nordiques

Rencontre du premier ministre, M. Jean Charest, avec le vice-premier ministre britannique, M. John Prescott, où il a notamment été question des changements climatiques.

En janvier 2007, dans le cadre du Forum économique mondial de Davos, rencontre du premier ministre avec le chef de l'opposition officielle britannique, M. David Cameron.

Rencontre entre le premier ministre M. Jean Charest et le directeur du British Council, M. David Green, en vue de renforcer la coopération entre le Québec et le British Council.

Italie et Méditerranée

En novembre 2006, accueil au Québec du nouveau ministre italien de l'Innovation et de la Réforme de l'administration publique, M. Luigi Nicolais, qui s'est entretenu avec plusieurs membres du gouvernement, notamment en ce qui a trait aux services en ligne et à l'administration publique.

En avril 2006, accueil au Québec du ministre de l'Industrie et du Travail de Catalogne, M. Josep Maria Rañé, et signature d'une entente associant le Québec au réseau européen de transfert technologique en biotechnologies (TRANSBIO).

Institutions européennes

En avril 2006, à Bruxelles, mission de la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, M^me^ Lise Thériault, visant à présenter les orientations politiques et les pratiques du gouvernement du Québec en matière d'intégration des immigrants.

En janvier 2007, dans le cadre du Forum économique mondial de Davos, rencontre entre le premier ministre Jean Charest et le commissaire européen au Commerce extérieur, M. Peter Mandelson, afin de sensibiliser la Commission européenne à l'importance d'un accord de commerce et d'investissement Canada-Union européenne.

En mars 2007, à Bruxelles, réalisation du Colloque « Trente ans de partenariat transatlantique : Canada, Québec, Union européenne ».

Axe	**Les relations bilatérales**
Objectif 6	Sur les marchés porteurs de l'Amérique du Sud et de l'Asie, développer la présence et l'action du Québec au Japon, en Chine, en Inde et au Brésil
Indicateur	Actions menées sur ces marchés

Contexte

L'importance grandissante de certains pays d'Asie et d'Amérique du Sud, tant en termes politiques qu'économiques, incite le ministère des Relations internationales à intensifier ses actions pour développer des relations avec leurs gouvernements et instaurer des projets de coopération de même qu'à tenir des activités de promotion et des échanges de toutes sortes sur ces territoires. Conformément aux priorités énoncées dans la Politique internationale, les secteurs visés dans le développement de ces relations touchent principalement l'économie, la culture, l'éducation et les sciences et technologies.

Réalisations et résultats

En 2006-2007, le Ministère a contribué à la réalisation de plusieurs missions et à l'organisation d'événements ayant permis de développer la présence du Québec sur ces marchés porteurs et d'y faire valoir ses intérêts. Mentionnons, en particulier :

Chine

Mission Québec-Chine 2006 dirigée par la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M^me^ Monique Gagnon-Tremblay, en octobre 2006, à laquelle ont participé 28 représentants québécois des milieux d'affaires, universitaire et de la recherche.

Mission du ministre des Finances du Québec, M. Michel Audet, et organisation d'un déjeuner-causerie avec une centaine de gens d'affaires, à Shanghai.

Soutien à la réalisation du projet de coopération entre l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue et des organismes scolaires chinois pour faciliter l'arrivée, en Abitibi-Témiscamingue, de 25 étudiants chinois inscrits au programme de baccalauréat de création en multimédia.

Soutien à la réalisation de l'Entente entre l'Université Laval et l'Université des études internationales de Shanghai pour la mise en place d'un campus d'été, à Shanghai.

Soutien à la tenue de la Conférence bilatérale Chine Québec sur les lasers ultrarapides intenses, où se sont rassemblés sept chercheurs québécois et dix chercheurs chinois.

Appui à la réalisation d'une mission du maire de Montréal et de représentants de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, en avril 2006, de même qu'à la participation de Montréal aux Mosaïcultures internationales de Shanghai dont l'œuvre représentant Montréal et le Québec a été primée.

Conclusion d'une entente de collaboration entre la Direction des communications du Comité d'organisation des Jeux olympiques de Beijing 2008 (COJOB) et le ministère des Relations internationales pour l'envoi de stagiaires québécois à la Direction des communications du COJOB 2008.

Inde

Mission Québec-Inde 2006 conduite par le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Raymond Bachand, en novembre 2006, à laquelle ont participé 52 représentants québécois des milieux d'affaires, universitaire et de la recherche ainsi que deux étudiants.

Des projets en science et technologie et en aéronautique ont été déterminés et plusieurs universités ont pu faire progresser leur partenariat avec des institutions indiennes.

Accueil au Québec de deux délégations du secteur de l'éducation universitaire, l'une formée de dirigeants d'universités du Maharashtra et l'autre de conseillers en placement étudiant.

Japon

Visite, à Tokyo, du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Raymond Bachand, dans le cadre du *World Economic Forum on East Asia* pour y faire connaître les divers avantages concurrentiels du Québec, tant aux investisseurs japonais qu'à ceux de l'Asie en général. Entre autres, le ministre a rencontré 20 investisseurs potentiels, notamment dans les secteurs de l'aéronautique, des technologies de l'information et de l'automobile. Sa rencontre avec le vice-ministre responsable des Sciences et de la Technologie du Japon aura permis l'ouverture d'un chantier de coopération en science et technologie. Le ministre a également présenté la *Politique internationale du Québec* à deux tribunes totalisant 400 personnes.

Sous l'égide de la Délégation générale à Tokyo, tenue du Mois du Québec au Japon, en mars 2007, événement promotionnel ayant consisté en une trentaine d'activités culturelles, commerciales et didactiques. Trente-sept compagnies et six associations d'affaires québécoises y ont participé. Des informations et des produits du Québec ont été distribués à plus de 4 000 personnes.

Axe Les relations bilatérales

Développer une nouvelle approche de relations avec les pays d'Afrique et du Moyen-Orient visant à appuyer leurs projets de développement

Stratégie élaborée pour cette zone

Contexte

Le Ministère entretient des relations politiques, institutionnelles et de solidarité avec plusieurs pays de l'Afrique et du Moyen-Orient. Ces relations sont axées sur l'appartenance commune à la Francophonie, la promotion de l'expertise et du savoir-faire du Québec et l'appui aux initiatives de solidarité internationale. Les défis engendrés par le développement de certaines parties de ce vaste territoire suscitent des appels fréquents pour un engagement accru du Québec, notamment dans les domaines suivants : bonne gouvernance, culture, économie, éducation et santé.

Réalisations et résultats

Au cours de l'année 2006-2007, le Ministère a contribué ou participé à diverses réalisations dans cette zone géographique :

Afrique et Moyen-Orient

Contribution au développement d'outils de promotion de l'expertise des entreprises et des institutions québécoises dans l'exécution de projets financés par les banques multilatérales de développement et l'ACDI, dans les domaines de la bonne gouvernance, de l'éducation, de l'environnement, de la santé et de l'entrepreneuriat, en collaboration avec le Centre de valorisation internationale de l'expertise publique du Québec.

Accueil, en mai 2006, du secrétaire général du ministère algérien de l'Agriculture et du Développement rural, M. Abdesselam Chelghoum, en mission en vue de bénéficier de l'expertise de la technopole agroalimentaire de Saint-Hyacinthe (production laitière, production bovine, production maraîchère, production de la terre, formation de base et formation continue dans les métiers agricoles).

Accueil, en décembre 2006, du secrétaire d'État auprès du ministre du Commerce chargé de l'Artisanat de Tunisie, M. Slaheddine Makhlouf, qui a rencontré à cette occasion le ministre des Services gouvernementaux, M. Henri François Gautrin au sujet de l'expertise québécoise sur le gouvernement en ligne.

Accueil, en juin 2006, de la ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération chargée des Marocains résidant à l'étranger, M^me^ Nouzha Chekrouni, qui a rencontré à cette occasion la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, M^me^ Lise Thériault.

Organisation par le gouvernement du Québec, lors de la guerre au Liban à l'été 2006 et à l'initiative du ministère des Relations internationales, d'une série de mesures d'accueil et de services à caractère humanitaire dans le cadre de l'opération d'évacuation de ressortissants canadiens d'origine libanaise, en collaboration avec la Croix-Rouge. Parmi les 13 700 évacués accueillis en sol québécois, 5 000 personnes se sont prévalues de ces mesures et services.

Poursuite du partenariat Québec-Madagascar en éducation, conclu en juin 2005, pour une offre de service des institutions québécoises en éducation.

Axe	**Les relations bilatérales**
Objectif 3	Développer des liens avec les regroupements de régions et d'États fédérés partageant les mêmes intérêts que le Québec
Indicateur	Nombre et nature des rencontres auxquelles le Québec a participé

Contexte

Constatant, comme le Québec, l'incidence grandissante des relations internationales dans leur domaine de responsabilités, plusieurs États fédérés cherchent à établir des réseaux qui leur permettent de se regrouper pour travailler à l'élaboration de solutions concrètes. À ce titre, le Québec participe activement à la Conférence des chefs de gouvernement des régions partenaires qui réunit des régions parmi les plus avancées sur le plan technologique sur leur continent respectif : Québec, Shandong, Bavière, Haute-Autriche, São Paulo et le Cap occidental. Le Québec est également partenaire de l'Assemblée des régions d'Europe (ARE), et est invité aux réunions plénières annuelles de la Conférence des régions à pouvoirs législatifs (REGLEG). Il entretient aussi des liens avec la Chambre des régions du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe.

Le Québec est également membre de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA/PMEC) et membre associé du Conseil des gouverneurs des Grands Lacs. Il participe aussi au Sommet des leaders sur les relations nord-américaines, anciennement connu sous le nom de Sommet Hemispheria, réunissant des chefs de gouvernement d'États fédérés du Canada, des États-Unis et du Mexique. Les réalisations du Ministère au regard de ces participations sont relatées dans la section précédente portant sur les relations du Québec en Amérique du Nord.

Réalisations et résultats

Les principales réalisations du Ministère, en 2006-2007, au regard de cet objectif peuvent se résumer de la façon suivante :

Régions et États fédérés

Participation, en juillet 2006, du premier ministre M. Jean Charest et de la ministre des Relations internationales à la troisième Conférence des chefs de gouvernement des régions partenaires qui s'est tenue à Linz en Haute-Autriche et signature de la Déclaration finale couvrant les domaines de l'éducation, de la jeunesse et de l'énergie, ouvrant ainsi la voie à des activités de coopération entre les Régions partenaires. À l'initiative du Québec et de la Bavière, signature d'une déclaration d'intention sur les biocarburants, dans le but d'en accroître l'utilisation dans le domaine des transports et de favoriser la recherche pour la mise au point de nouvelles sources d'énergie produites à partir de la biomasse.

Participation du ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, M. Benoît Pelletier, à l'invitation du gouverneur de l'État de São Paulo, M. Claúdio Lembo, à une table ronde sur les nouvelles frontières du fédéralisme, tenue en décembre 2006, à São Paulo.

Mise en place, en novembre 2006, conformément aux dispositions prévues dans la Déclaration finale de Linz de juillet 2006, d'un programme de cotutelles de thèses de doctorat entre des universités des Régions partenaires ainsi que d'un réseau de leurs chercheurs universitaires afin de comparer les systèmes d'éducation et d'en dégager les meilleures pratiques.

Axe **Les relations bilatérales**

Objectif 9 Maintenir les relations avec les représentations diplomatiques et consulaires présentes ou ayant juridiction au Québec

Indicateurs
- Correspondance officielle entre le Québec et les représentations étrangères et gestion de leurs privilèges et immunités
- Visites officielles, visites de prise de poste et visites d'adieux des représentants des corps diplomatique et consulaire

Contexte

Le Protocole assure les communications officielles entre le gouvernement du Québec et les gouvernements étrangers. Il est l'interlocuteur officiel entre le gouvernement du Québec et les corps diplomatique et consulaire présents ou ayant juridiction au Québec. Il applique les Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires et gère l'ensemble des privilèges et prérogatives de courtoisie que leur octroie le Québec. Il offre conséquemment des services d'information et de gestion des dossiers aux quelque 2 500 représentants étrangers et à leurs dépendants, dans une dizaine de champs de juridiction relevant des compétences du Québec, par exemple en matière de permis de conduire et de plaques d'immatriculation. Il organise des activités régulières avec les représentants du corps consulaire pour favoriser l'échange d'information sur des dossiers majeurs d'intérêt commun et reçoit leurs requêtes. Il assume les démarches auprès des autorités étrangères et la correspondance qui leur est destinée relativement à l'affectation des représentants du Québec à l'étranger et aux missions internationales du Québec. Il coordonne la préparation et la réalisation des visites officielles, des visites de prise de poste et des visites d'adieux des membres des corps diplomatique et consulaire et y participe.

Réalisations et résultats

En 2006-2007, les principales réalisations du Ministère au regard de cet objectif sont :

Transmission de quelque 2 700 notes relatives à la correspondance officielle entre gouvernements et quelque 150 notes relatives aux affectations et missions de représentants québécois à l'étranger.

Traitement de quelque 5 000 demandes ayant fait l'objet de notes officielles relatives aux immunités, privilèges et prérogatives de courtoisie.

Mise en place d'un nouveau système informatisé de traitement des demandes des représentants étrangers et leurs dépendants.

Présentation de deux conférences d'information aux représentants des corps consulaires de Québec et de Montréal, sur la sécurité civile au Québec et la pandémie appréhendée d'influenza.

Organisation de la Journée annuelle d'information des chefs de poste de carrière et de la réception offerte par le premier ministre à l'occasion de la Fête nationale du Québec pour les membres des corps diplomatique et consulaire.

Coordination de la réalisation de vingt visites officielles de membres du corps diplomatique et de dix visites officielles de membres du corps consulaire et participation à ces visites.

Axe **Les relations multilatérales**

Consolider l'influence du Québec au sein de la Francophonie et mener les travaux préparatoires à la tenue du Sommet de Québec en 2008

- Présence ministérielle aux instances de la Francophonie
- Secteurs d'intérêt québécois pris en compte dans les coopérations francophones
- Principales étapes préparatoires franchies

Contexte

C'est à la Francophonie que le Québec doit son affirmation première sur le plan multilatéral. Seul forum gouvernemental international auquel les dirigeants québécois ont un accès direct, la Francophonie regroupe 53 États et gouvernements membres, treize pays observateurs et deux associés ayant le français en partage. À titre de membre à part entière de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le Québec s'y exprime de sa propre voix.

Le Québec axe ses interventions au sein de ce forum autour de quatre priorités : la promotion du français et l'expression de la diversité des cultures, l'affirmation des principes démocratiques, l'éducation et la formation et la maîtrise de la modernité.

Réalisations et résultats

En 2006-2007, l'implication du Québec en Francophonie s'est principalement manifestée de la façon suivante :

Le Sommet de la Francophonie en 2006

À l'occasion du XI[e] Sommet de la Francophonie, qui s'est tenu à Bucarest, les 28 et 29 septembre 2006, le Québec, par la voix du premier ministre, M. Jean Charest, a réaffirmé sa ferme volonté de jouer pleinement son rôle au sein de la Francophonie multilatérale.

Le Québec a participé activement à la rédaction de la *Déclaration de Bucarest* afin de s'assurer que celle-ci réponde aux grands défis de l'éducation et de l'usage des technologies de l'information et qu'elle engage autant les États et gouvernements membres que les opérateurs de la Francophonie.

Le Québec a été l'un des ardents promoteurs de l'adoption d'un *Vade-mecum relatif à l'usage de la langue française dans les organisations internationales* qui reflète la mission de l'Organisation au titre de la défense et de l'illustration de la langue française.

Le gouvernement du Québec a poursuivi sa mobilisation pour inciter les pays membres de la Francophonie à ratifier dans les meilleurs délais la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, adoptée au cours de la 33[e] session de la Conférence générale de l'UNESCO, le 20 octobre 2005. Le premier ministre, M. Jean Charest, a exhorté les membres de la Francophonie à presser le pas pour la mise en œuvre de la Convention qui recueille, au 31 mars 2007, la ratification d'une soixantaine d'États membres de l'UNESCO.

À l'occasion du Sommet, le Québec a de plus manifesté sa solidarité en soutenant des jumelages étudiants entre des lycées roumains et des écoles québécoises dans le but de favoriser une meilleure compréhension réciproque entre les jeunes du Québec et de Roumanie.

Autres instances francophones

Le Québec a contribué au succès de la Conférence ministérielle de la Francophonie sur la prévention des conflits et la sécurité humaine qui s'est tenue à Saint-Boniface (Manitoba), en mai 2006. Les États et gouvernements membres s'y sont notamment engagés à suivre avec attention les débats sur l'adoption du principe de la responsabilité de protéger, entre autres au sein des instances de l'ONU, et à y participer.

L'Organisation internationale de la Francophonie et les priorités du Québec

Conformément à l'objectif de la *Politique internationale du Québec* visant le développement des capacités de gouvernance en Francophonie institutionnelle, le Ministère a accompagné l'action de la Commission d'accès à l'information qui, depuis peu, s'investit activement dans l'établissement d'un réseau des autorités francophones consacré à la protection des données personnelles.

Le Ministère a appuyé l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) pour implanter le système nord-américain licence-maîtrise-doctorat (LMD) dans les universités africaines.

Le Québec, en collaboration avec l'AUF, a soutenu la mise sur pied en Haïti, de l'Institut de la Francophonie pour l'administration et la gestion de la Caraïbe, qui a commencé ses activités en septembre 2006 en accueillant un premier groupe de 22 étudiants, dont 8 femmes.

En vue de stimuler l'enseignement du français dans le monde, le Québec s'est associé avec sept autres partenaires, dont la France, la Communauté française de Belgique et l'OIF pour la mise en œuvre d'une initiative de valorisation du français en Asie du Sud-Est, le projet *Valofrase*. Il s'est ainsi engagé dans le développement de l'enseignement du français au Vietnam, au Laos et au Cambodge, en soutenant plus particulièrement la formation des formateurs et des enseignants au Vietnam.

Outre le financement qu'il lui accorde, le Québec a mis un commissaire aux comptes à la disposition de l'Université Senghor d'Alexandrie, afin de renforcer la bonne gouvernance et de mettre l'accent sur l'expertise de l'Université.

Le Québec est partenaire du Canada, de la France, de la Communauté française de Belgique et de la Suisse, dans TV5 Monde qui diffuse dans tous les pays, à l'exception du Canada. En tant que première chaîne mondiale de télévision francophone, TV5 contribue au rayonnement international de la langue française.

Le Québec a soutenu la mise sur pied du Réseau francophone d'appui aux pays en développement pour faciliter leur participation aux travaux de l'Organisation internationale de standardisation (ISO). Également appuyé par l'OIF et la Commission permanente de coopération franco-québécoise, la création de ce réseau, à l'initiative du Bureau de normalisation du Québec (BNQ), du Conseil canadien des normes (CCN) et de l'Agence française de normalisation (AFNOR) assurera l'augmentation de la contribution et de l'influence des pays francophones au sein des organismes de normalisation internationaux.

Les régions jouant un rôle de plus en plus important au sein de l'espace francophone, le Québec a joint les rangs de l'Association internationale des régions francophones (AIRF) et a participé aux « Troisièmes Rencontres internationales des régions francophones » qui se sont déroulées en février 2007 à Bamako, au Mali.

Il a en outre participé à la XXVI[e] Assemblée générale de l'Association internationale des maires francophones (AIMF) qui s'est tenue à Bucarest en septembre 2006, et à la 11[e] session du conseil d'orientation de l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF) qui s'est tenue à Québec, en novembre 2006. Le Québec a présidé le groupe de travail sur les modalités de fonctionnement des Jeux de la Francophonie dont les conclusions ont mené à l'intégration du Comité international des Jeux de la Francophonie (CIJF) en tant qu'organe subsidiaire de l'OIF.

En plus de sa contribution à la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des États et gouvernements ayant le français en partage (CONFEJES), le Ministère a mis à disposition de cette organisation des experts québécois dans les domaines de la lutte contre le dopage, de l'égalité des chances pour les femmes et les jeunes filles, de la formation en loisir et de l'élaboration et de la mise en oeuvre de politiques nationales en matière de jeunesse et de sport.

Le Sommet de la Francophonie en 2008

Le X[e] Sommet de la Francophonie de Ouagadougou a confié au gouvernement du Québec la responsabilité d'accueillir dans sa capitale nationale le XII[e] Sommet de la Francophonie en 2008.

Les discussions entamées au début de l'année 2005 par les gouvernements du Québec et du Canada ont mené, en janvier 2006, à la conclusion et à la signature d'une entente politique établissant le cadre général des responsabilités de chacun des gouvernements dans l'organisation et lors de la tenue du Sommet. Les discussions portant sur les modalités administratives de l'organisation du Sommet ont conduit, pour leur part, à la conclusion d'une entente de principe, au printemps 2007.

Axe	**Les relations multilatérales**
Objectif 11	Mettre en œuvre l'accord Canada-Québec sur l'UNESCO
Indicateurs	Nomination d'un représentant permanent à l'UNESCO
	Conclusion d'un arrangement administratif avec le gouvernement fédéral

Contexte

En 2005, la ministre des Relations internationales avait fait connaître les principales demandes du gouvernement du Québec sur sa participation aux travaux des organisations et des conférences internationales touchant ses compétences et ses intérêts. Ces demandes mettaient un accent particulier sur l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Réalisations et résultats

En 2006-2007, les principales réalisations et les principaux résultats du Ministère ou auxquels il a été étroitement associé au regard de cet objectif, sont :

Le Québec à l'UNESCO

Le principal fait saillant de l'exercice consiste en la conclusion, le 5 mai 2006, de l'Accord historique entre les gouvernements du Québec et du Canada relatif à la participation du Québec aux activités de l'UNESCO. Pour la première fois, un accord intergouvernemental reconnaît le rôle particulier du Québec au niveau international et prévoit la présence permanente de l'un de ses représentants au sein de la mission canadienne auprès d'une organisation des Nations Unies.

Nomination par le Conseil des ministres, en décembre 2006, de M. Michel Audet, représentant du gouvernement du Québec au sein de la délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO, avec entrée en fonction en février 2007.

Conclusion, en février 2007, du Protocole d'entente administrative avec le gouvernement fédéral visant à préciser les aspects techniques et administratifs liés à la présence du représentant du Québec au sein de la délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO.

Nomination d'un représentant du gouvernement du Québec au Comité exécutif de la Commission canadienne de l'UNESCO.

Rencontre du premier ministre du Québec et des principaux ministres concernés par les dossiers de l'UNESCO avec le directeur général de l'UNESCO, M. Koïchiro Matsuura, à la faveur de la participation de ce dernier à la Conférence de Montréal.

Participation active aux sessions de l'UNESCO au regard des différents sujets d'intérêt pour le Québec dont la mise en vigueur de la Convention sur le dopage dans le sport, la réforme, au sein de cette organisation, des secteurs de l'éducation et de la culture, la révision du secteur des sciences et le suivi du Sommet mondial de la société de l'information.

Axe	**Les relations multilatérales**
Objectif 12	Assurer une présence accrue auprès des organisations internationales
Indicateurs	Nombre de positions gouvernementales québécoises transmises au gouvernement fédéral dans le cadre de discussions et de négociations multilatérales
	Nombre de conférences ou d'événements multilatéraux auxquels ont participé des représentants du gouvernement québécois
	Nombre d'experts québécois ayant participé à des groupes de travail des organisations internationales

Contexte

Dans les organisations internationales, les travaux portent souvent sur des questions relevant des compétences québécoises. Puisque c'est au Québec qu'il revient, sur son territoire, de prendre les dispositions pour la mise en œuvre des engagements relatifs à ces questions, il doit être associé à ces travaux, apporter sa contribution tant à la définition des normes qu'à l'élaboration des plans d'action et aux négociations menées par le gouvernement du Canada.

C'est au ministère des Relations internationales qu'incombe la responsabilité de coordonner l'élaboration des positions québécoises et de les intégrer. Le Ministère a également la responsabilité d'assurer la mise en œuvre et le suivi des engagements internationaux. Il coordonne, en vue de leur intégration dans les rapports du Canada aux organes de contrôle, la préparation des réponses québécoises aux plaintes interpellant le Québec logées auprès des instances internationales. Il travaille en collaboration avec les représentants des ministères sectoriels concernés par chacun des dossiers thématiques.

Considérant l'importance stratégique de cette action auprès des organisations internationales, le gouvernement du Québec en a fait l'une des premières priorités de sa politique internationale.

Réalisations et résultats

En 2006-2007, en excluant les rencontres tenues dans le cadre de la Francophonie et dans le cadre de l'UNESCO[1], les représentants du gouvernement québécois ont participé à 16 conférences ou rencontres multilatérales et transmis 18 positions officielles au gouvernement fédéral. En outre, 28 experts québécois ont participé à des groupes de travail des organisations internationales.

De façon plus détaillée, les principales réalisations coordonnées par le Ministère et auxquelles il a activement participé au regard de cet objectif peuvent se résumer ainsi :

1 Les rencontres tenues dans le cadre de l'UNESCO sont traitées à l'objectif 11 et celles tenues dans le cadre de la Francophonie sont traitées à l'objectif 10.

Environnement et développement durable

Participation du premier ministre, M. Jean Charest, le 2 février 2007, à la Conférence de Paris pour une gouvernance écologique mondiale organisée par la France. Le premier ministre a alors pris activement part aux discussions en appuyant ouvertement la création d'une organisation des Nations Unies pour l'environnement (ONUE).

Approbation par l'Assemblée nationale, en novembre 2006, du Protocole de Kyoto sur les changements climatiques, suivant le processus prévu par la *Loi sur le ministère des Relations internationales*.

Présence du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, M. Claude Béchard, à la 12e Conférence des Parties de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Nairobi, au Kenya, du 3 au 19 novembre 2006. Le ministre a présenté le Plan d'action québécois sur les changements climatiques 2006-2012 à différentes instances. Il y a aussi rencontré des ministres de l'environnement d'États fédérés et de régions ainsi que son homologue française.

Collaboration active au Groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages découlant de leur utilisation, en vue d'élaborer et de négocier un régime pancanadien et international qui puisse mettre en œuvre de façon efficace certaines dispositions de la Convention sur la diversité biologique. Étaient visées en particulier les dispositions de l'article 15 sur l'accès aux ressources génétiques, et de l'article 8 (j), sur le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation des savoirs traditionnels des communautés autochtones et locales.

Présence du Québec, du 30 avril au 5 mai 2006, à la 14e session de la Commission du développement durable des Nations Unies qui abordait, à New York, les questions de l'énergie, des changements climatiques, de la pollution atmosphérique et du développement industriel durable. Le Québec y a présenté sa nouvelle *Loi sur le développement durable* lors d'un événement parallèle et Hydro-Québec a présenté un projet hydroélectrique durable à la session officielle de la Commission.

Participation au 3e Forum urbain mondial sous l'égide de ONU-Habitat qui a eu lieu à Vancouver du 15 au 25 juin 2006. Le gouvernement du Québec a présenté ses politiques en matière de développement du territoire et de l'habitation au sein de quatre ateliers. Il a également animé un stand à l'exposition thématique du Forum.

En raison de l'accroissement des relations avec le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique basé à Montréal, un représentant du gouvernement du Québec a été invité à prononcer une allocution lors d'une rencontre internationale du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, le 17 février 2007. Il y a affirmé l'appui du Québec à la ratification du Protocole par le Canada.

Mentionnons également, sur le plan multilatéral, la participation du Québec à la Semaine mondiale de l'eau, organisée par le *Stockholm International Water Institute*, qui s'est tenue du 20 au 26 août 2006. Cette rencontre avait pour objectif d'assurer la continuité du dialogue et le suivi des stratégies nationales et internationales dans le domaine de l'eau. La participation du Québec à cette conférence internationale s'inscrit dans le cadre de l'engagement 12 de la Politique nationale de l'eau, lequel prévoit la représentation du Québec ainsi que la promotion de ses intérêts dans les forums internationaux pertinents relatifs à l'eau.

Droits de la personne

Participation active au sein du Comité fédéral-provincial-territorial des fonctionnaires chargés des droits de la personne, notamment en ce qui a trait aux négociations internationales de nouveaux instruments internationaux dans le domaine des droits de la personne. Plusieurs positions gouvernementales québécoises ont à cet égard été transmises au gouvernement fédéral.

En mai 2006, participation à l'examen des 4e et 5e rapports du Canada au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels devant le Comité des droits économiques, sociaux et culturels rattaché au Conseil des droits de l'homme de l'ONU et, en février 2007, contribution à l'examen des 17e et 18e rapports du Canada à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale devant le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale rattaché au même Conseil des droits de l'homme. À ces occasions, les représentants québécois ont répondu aux questions relatives au Québec adressées par les membres du Comité et complété les informations présentées par le gouvernement canadien.

Présentation, en janvier 2007, de la position du gouvernement du Québec aux autorités fédérales et aux représentants des autres provinces eu égard à la négociation en cours de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones de l'Organisation des États américains.

Rédaction et envoi au gouvernement fédéral de la contribution du gouvernement du Québec aux 6e et 7e rapports du Canada sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Présentation des réalisations du Québec lors de la 51e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU, tenue du 26 février au 9 mars 2007, à New York. Les représentantes du gouvernement du Québec ont également communiqué les positions du Québec eu égard aux deux thèmes de la session soit : « L'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des petites filles » et « Le rôle des hommes et des garçons dans l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes ».

Relations de travail

Participation à la 95e session de la Conférence internationale du Travail du 27 mai au 10 juin 2006. Le Québec représentait le Canada à la Commission chargée des discussions entourant l'adoption de la recommandation portant sur les relations de travail 2006. Le Québec a fait valoir ses positions à la Commission sur la sécurité et la santé au travail et a notamment appuyé les démarches du Canada à cette même commission à l'occasion d'un débat concernant l'amiante.

Santé publique

Participation du président-directeur général de l'Institut national de santé publique à titre de représentant du Québec au sein de la délégation canadienne à la 59e Assemblée de l'Organisation mondiale de la santé, en mai 2006.

Institutions financières internationales

Conformément à l'importance reconnue dans la *Politique internationale du Québec* de suivre de plus près les travaux de l'Organisation des États américains et de promouvoir l'expertise québécoise auprès des institutions financières internationales et, plus particulièrement, de la Banque mondiale, le Bureau du Québec à Washington a engagé, en mars 2007, un responsable aux affaires multilatérales qui travaille en étroite collaboration avec les effectifs canadiens chargés de ces deux organisations.

Axe **Les relations multilatérales**

Objectif 13 Poursuivre la mise en œuvre du plan d'action diplomatique visant à obtenir la ratification par le plus grand nombre de pays possible de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles

Indicateurs
- Mise en œuvre du plan d'action sur la diversité culturelle
- Nombre de ratifications

Contexte

Amorcé au cours de l'année 2003-2004 et mis à jour régulièrement, le plan d'action gouvernemental sur la diversité culturelle s'appuie sur une concertation interministérielle étroite entre le ministère de la Culture et des Communications, le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, le ministère de la Justice et le ministère des Relations internationales ainsi que sur une collaboration soutenue avec la société civile. Rappelons que la Convention adoptée par 148 des 192 États membres de l'UNESCO, en octobre 2005, devait être ratifiée par au moins 30 pays pour entrer en vigueur. Ce plan a pour principal objectif d'assurer la ratification de la Convention par le plus grand nombre d'États possible.

Réalisations et résultats

L'obtention des 30 ratifications requises a été atteinte en décembre 2006. Au 31 mars 2007, 56 États et une organisation d'intégration économique régionale avaient déjà déposé leur instrument de ratification de la Convention auprès de l'UNESCO, ce qui constitue un succès sans précédent pour une convention de cette nature.

Diversité culturelle

Parmi les actions diplomatiques importantes, soulignons :

La rencontre déjà évoquée sous l'objectif onze, du premier ministre M. Jean Charest, de la ministre des Relations internationales, M[me] Monique Gagnon-Tremblay, et de la ministre de la Culture et des Communications, M[me] Line Beauchamp, avec le directeur général de l'UNESCO, M. Koïchiro Matsuura, à Montréal, en juin 2006, et les interventions de M[me] Gagnon-Tremblay et de M[me] Beauchamp, lors du Forum international des Amériques - Conférence de Montréal.

Les interventions du premier ministre et de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, lors du Sommet des régions partenaires, en juillet 2006, à Linz (Autriche) et à l'occasion du XI[e] Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie, en septembre 2006, à Bucarest (Roumanie).

La prise de parole de la ministre de la Culture et des Communications à l'occasion de la Troisième réunion interaméricaine des ministres et hauts fonctionnaires chargés de la Culture de l'Organisation des États américains, en octobre 2006, à Montréal.

L'allocution du député de Louis-Hébert à l'Assemblée nationale, M. Sam Hamad, représentant le gouvernement du Québec lors de la Neuvième Réunion ministérielle annuelle du Réseau international sur la politique culturelle, en novembre 2006, à Rio de Janeiro (Brésil).

Les nombreux entretiens de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie avec des ministres, des ambassadeurs, des consuls généraux et des personnalités diverses, au Québec ou à l'étranger, au cours desquelles a été traitée la question de la diversité des expressions culturelles.

La collaboration régulière avec plusieurs gouvernements dont celui du Canada, de la France, de la Communauté française et de la Communauté flamande de Belgique, de l'Allemagne, de Sainte-Lucie, du Mexique, du Liban, de la Roumanie, du Burkina Faso et du Sénégal, afin de promouvoir la ratification diligente et la mise en œuvre de la Convention, y compris une réunion tripartite Québec-France-Canada, en janvier 2007, à Paris.

Le partenariat fructueux avec l'Organisation internationale de la Francophonie qui, grâce à une personne-ressource du ministère des Relations internationales, a proposé un plan d'action opérationnel en matière de diversité culturelle pour l'ensemble de ses membres.

Le maintien de l'appui financier gouvernemental à la société civile québécoise (Coalition pour la diversité culturelle) de même que des échanges réguliers d'information avec celle-ci, lui auront notamment permis de poursuivre l'élargissement de son action internationale et de travailler en concertation avec 37 coalitions d'artistes et de professionnels de la culture à travers le monde.

L'implication continue des chefs de poste du réseau québécois à l'étranger qui ont porté le message du gouvernement auprès de leurs interlocuteurs.

De concert avec le ministère de la Culture et des Communications, soutien apporté à la tenue d'une enquête statistique sur le film et le cinéma, amorcée en 2006 par l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) dans la perspective de la mise en œuvre de la Convention.

Axe	**Les relations multilatérales**
Objectif 14	Soutenir l'implantation et le maintien d'organisations internationales au Québec
Indicateur	Nombre d'organisations internationales implantées et maintenues au Québec

Contexte

Depuis 1988, le gouvernement du Québec s'est doté d'une Politique d'accueil des organisations internationales en vue de rendre le Québec plus compétitif comme lieu d'accueil de ces organisations. Dans le cadre de cette politique, le MRI participe au Fonds de développement international de Montréal (FODIM) mis sur pied par Montréal International dans le but de soutenir le démarchage, l'implantation et le démarrage de nouvelles organisations internationales à Montréal et de favoriser leur maintien et leur expansion.

Même si Montréal demeure le principal pôle d'attraction, c'est tout le territoire québécois qui est visé par la Politique d'accueil. Il y a actuellement 75 organisations internationales au Québec, dont 62 à Montréal, 9 à Québec et 4 dans diverses régions du Québec (Gaspésie, Estrie, Mauricie). De ce nombre, 41 organisations ont signé des accords de reconnaissance avec le gouvernement du Québec. Ce dernier s'est engagé dans son *Plan d'action 2006-2009*, à maintenir les avantages accordés à ces organisations de même que son appui au FODIM.

Réalisations et résultats

Les principales réalisations auxquelles le Ministère a été associé en 2006-2007, sont :

L'accueil d'organisations internationales

L'installation de quatre nouvelles organisations internationales à Montréal soit :

- Civil air navigation services organisation (CANSO);
- Chambre de commerce internationale gaie et lesbienne;
- Alternatives International, un réseau d'organisations politiques et sociales;
- Institut international des affaires culturelles (The Institute of Cultural Affairs International).

Appui à la relocalisation de l'Institut de statistique de l'UNESCO dans des locaux plus vastes en raison de son expansion importante.

Traitement de quelque 1 000 demandes ayant fait l'objet de notes officielles relatives aux immunités, privilèges et prérogatives de courtoisie octroyés aux représentants des organisations internationales implantées au Québec.

Axe	**La solidarité et le développement international**
Objectif 15	Appuyer l'intervention des organismes québécois de coopération internationale dans les pays en développement, soutenir la formation des ressources humaines et la capacité de gouvernance et valoriser l'expertise québécoise, en collaboration avec l'ACDI et les grands bailleurs de fonds
Indicateurs	Nombre d'organismes et de projets soutenus Projets liés à la formation des ressources humaines et au développement de la gouvernance Démarches auprès d'organismes internationaux de financement Mise sur pied d'un mécanisme permanent d'échange et de liaison avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale

Contexte

La solidarité internationale est devenue une composante importante des relations internationales des sociétés ouvertes sur le monde. Les relations internationales du Québec ont intégré cette dimension au fil des années dans le but de faire un geste concret en tant que société bénéficiant d'une certaine prospérité. Le Québec a choisi de participer concrètement à l'effort de solidarité internationale en s'appuyant sur l'action des organismes de coopération internationale québécois agissant en partenariat avec des organismes du Sud. Depuis 1990, il a mis au point des programmes destinés à permettre aux populations des pays les plus démunis d'atteindre une réelle prise en charge de leur développement.

En faisant de la solidarité l'un des 5 objectifs de sa Politique internationale, le gouvernement du Québec a choisi de faire porter davantage son action sur des domaines où il est en mesure de proposer des solutions crédibles, en partenariat avec les groupes présents sur le terrain et avec l'appui de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et des principales banques internationales d'aide au développement. Ainsi, à partir de l'expertise acquise au fil des ans et des caractéristiques qui lui sont propres, le Québec privilégiera deux domaines d'intervention, la formation des ressources humaines et le développement des capacités de gouvernance et ce, au bénéfice d'un nombre restreint de pays, en particulier de la Francophonie, à commencer par Haïti.

Réalisations et résultats

En 2006-2007, les principales réalisations du Ministère au regard de cet objectif sont les suivantes :

Appui aux interventions des organismes de coopération internationale

Le Programme québécois de développement international (PQDI)

Le PQDI vise à soutenir les projets de développement des organismes québécois de coopération internationale menés en partenariat avec les communautés des pays du Sud. Il privilégie les interventions qui répondent à des besoins fondamentaux dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la sécurité alimentaire et de l'organisation sociale et communautaire. Il permet aussi de soutenir quelques initiatives d'aide d'urgence en cas de catastrophes humanitaires.

29 projets de développement ont été mis en œuvre par 22 organismes, dont 12 en Afrique de l'Ouest, 9 en Haïti, 7 dans le reste de l'Amérique latine et des Antilles et 1 au Liban, afin de mieux outiller les communautés locales désireuses de prendre en charge leur propre développement.

Les types de projets réalisés sont, par exemple :

- le renforcement de l'unité de cardiologie de l'hôpital universitaire Saint Justinien, à Cap-Haïtien, par l'acquisition d'équipements et la réalisation de formations adaptées;
- l'appui à la production agricole biologique et à la transformation agroalimentaire dans la région de Cap-Rouge et de Petite Rivière de l'Artibonite en Haïti;
- la réinsertion socioéconomique des enfants soldats dans la région du Kivu en République démocratique du Congo;
- l'amélioration des conditions de vie socioéconomiques des femmes chefs de famille et des conditions d'apprentissage de leurs enfants dans la commune de Grand-Popo au Bénin;
- le développement de la démocratie participative par des actions en santé communautaire, au Pérou;
- la construction d'une salle communautaire multifonctionnelle au Rwanda.

Parmi ces projets, trois interventions d'urgence des organismes de coopération internationale ont été soutenues, soit lors du conflit au Liban, lors des inondations survenues en Bolivie et lors de tempêtes tropicales survenues à Madagascar.

Le programme Québec sans frontières (QSF)

Le programme QSF permet aux jeunes Québécoises et Québécois de 18 à 35 ans de réaliser des stages de solidarité dans les pays du Sud et ainsi de découvrir de nouvelles cultures, partager des valeurs de solidarité, de participer à des projets concrets et de développer leurs aptitudes personnelles et professionnelles. Le Ministère soutient les projets de stages des organismes québécois de coopération internationale qui sont responsables de la mise en œuvre, de l'organisation et de l'encadrement des stages, en collaboration avec leurs partenaires du Sud.

419 jeunes ont réalisé des stages de solidarité organisés par 19 organismes de coopération internationale, en partenariat avec une vingtaine d'autres organisations associées telles des cégeps, des universités ou des organismes communautaires. Ces stages se sont déroulés dans 19 pays, soit 11 en Amérique latine et 8 en Afrique.

Les jeunes stagiaires ont participé à diverses activités souvent liées à la sensibilisation en matière de santé communautaire, de VIH-sida, d'environnement, à l'animation d'ateliers et d'émissions de radio ou encore à l'élaboration de matériel éducatif, etc.

Un effort particulier de concertation avec les divers partenaires du programme a, par ailleurs, donné lieu à des échanges sur les meilleures pratiques en matière de santé et de sécurité des stagiaires et à un renforcement de l'ensemble des mesures d'encadrement.

Le Programme de sensibilisation du public aux enjeux du développement et de la solidarité internationale

Ce programme permet d'appuyer les actions des organismes de coopération internationale qui favorisent un engagement conscient des Québécois en faveur d'un développement durable fondé sur des principes d'équité, de justice et de respect mutuel. Il comporte quatre volets :

Le soutien à la mission de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) : principal partenaire du Ministère en matière de solidarité internationale, cette organisation qui regroupe la majorité des organismes québécois de coopération internationale contribue à la définition des grandes orientations de ses divers programmes de solidarité de même qu'à leur gestion.

Les Journées québécoises de la solidarité internationale : le Ministère a appuyé la tenue de la 10e édition de ces journées qui se sont déroulées du 9 au 19 novembre 2006 sous le thème « La coopération et la solidarité internationale pour un changement durable ».

Le Fonds pour l'engagement et l'éducation du public à la solidarité internationale : avec le concours de l'AQOCI, 15 organismes, dont plus de la moitié en région, ont obtenu un financement pour la réalisation d'activités portant sur des thématiques telles : le commerce équitable, la violence faite aux femmes dans les pays en développement, la découverte du continent africain.

L'appui à la mission d'éducation des organismes de coopération internationale : par l'entremise de ce programme triennal, le Ministère fournit un soutien aux organismes de coopération internationale dont la mission de base est vouée principalement à l'éducation du public, notamment en région et disposant de peu de moyens financiers. En 2006-2007, ce sont 11 organismes qui ont bénéficié de ce programme.

Mentionnons que la *Politique internationale du Québec* prévoit associer davantage les acteurs de la société civile québécoise à la réflexion gouvernementale pour mieux orienter et cibler l'action là où le Québec peut avoir une valeur ajoutée. En décembre 2006, un document d'orientation a été préparé en vue d'animer la première consultation de l'AQOCI, qui s'est tenue en février 2007.

Appui en matière de formation des ressources humaines

Outre l'appui aux organismes de coopération internationale pour leurs projets dans le cadre du PQDI et de QSF dont une bonne proportion touche à divers degrés la formation des ressources humaines, le Québec, par l'entremise des ententes internationales sur les droits de scolarité, notamment avec certains pays en développement, accorde des bourses à des étudiants étrangers pour leurs études au Québec. Près d'une quarantaine de pays en développement, dont une vingtaine touchant les pays de la Francophonie, sont concernés par ces ententes de bourses.

Afin de mieux harmoniser les besoins des pays et l'offre éducative québécoise, tel que le prévoit la *Politique internationale du Québec*, une révision en profondeur de ce programme de bourses a été amorcée, en collaboration avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Ainsi, de nombreuses consultations ont été menées auprès des partenaires québécois en éducation (Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ) et Cégep International) sur les changements souhaités et proposés.

Collaboration avec l'Agence universitaire de la Francophonie particulièrement pour favoriser l'implantation des diplômes licence-maîtrise-doctorat (LMD) dans les universités d'Afrique francophone. Ce soutien permettra notamment le transfert d'expertise des universités québécoises.

Appui en matière de renforcement des capacités de gouvernance

Création du Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise (CVIEPQ), et signature à cet effet, en janvier 2007, d'une entente de partenariat entre le ministère des Relations internationales, le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) et l'École nationale d'administration publique (ENAP), afin de mettre efficacement à profit l'expertise de l'appareil public québécois dans les projets de développement international.

Réalisation, en partenariat avec l'École nationale d'administration publique, de trois séminaires au bénéfice des hautes autorités du nouveau gouvernement haïtien élu en février 2006.

Poursuite des négociations avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI), en vue de la mise en œuvre d'un Projet d'appui à la gouverne de l'État haïtien (PAGE). Un projet de protocole d'entente entre les gouvernements du Québec, du Canada et de la République d'Haïti, bailleurs de fonds du PAGE, a été élaboré.

Réalisation d'une mission d'experts québécois à Port-au-Prince, du 28 août au 8 septembre 2006, pour rencontrer les nouvelles autorités d'Haïti et préciser les pistes de collaboration dans le cadre du PAGE en cours d'élaboration, dans le contexte d'un partenariat Québec, ACDI et ENAP.

Accueil au Québec de deux hauts fonctionnaires du gouvernement haïtien pour la réalisation de stages de familiarisation en matière de gestion publique, l'un au Secrétariat général du Conseil exécutif, l'autre dans un organisme régulateur de la gestion des ressources humaines.

En ce qui a trait au renforcement de la gouvernance locale, le MRI et le ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR) ont doublé leur soutien annuel pour favoriser le partage d'expériences entre les villes québécoises et celles des pays de la Francophonie, dans le cadre des activités de l'Association internationale des maires francophones (AIMF).

Axe	**Le rayonnement international du Québec**
Objectif 16	Dans les zones prioritaires ciblées à l'étranger, promouvoir l'image du Québec et contribuer à y développer une perception juste des réalités québécoises
Indicateurs	Nombre et nature des activités de promotion et de rayonnement tenues Nombre et nature des outils mis à la disposition du réseau Nombre de journalistes accueillis en vertu du Programme d'accueil des journalistes étrangers (PAJE)

Contexte

Le Ministère soutient le travail de ses représentants à l'étranger en leur fournissant, sous plusieurs formes, des informations constamment mises à jour, portant notamment sur les grands enjeux de la société québécoise et sur les politiques gouvernementales importantes. Il met également à leur disposition certains instruments de promotion qui permettent de mettre le Québec en valeur. Enfin, d'autres moyens sont également déployés pour promouvoir le Québec auprès de différents publics étrangers : accueil de journalistes étrangers, Programme d'invitation et d'accueil de personnalités étrangères, soutien aux centres d'études québécoises et à leurs activités et enfin, organisation d'événements ou de manifestations particulières susceptibles de permettre le rayonnement du Québec dans certains pays prioritaires.

Réalisations et résultats

En 2006-2007, les principales réalisations du Ministère au chapitre de la promotion de l'image du Québec à l'étranger et du développement d'une perception juste des réalités québécoises ont été :

Outils d'information

Mise à jour continue de la base de données sur le Québec à partir de laquelle est produit l'outil de promotion du Québec destiné à l'usage des représentants à l'étranger et intitulé *Le Québec à Grands Traits*. Cet outil est disponible en 6 langues.

Publication dans les sites du réseau des représentations à l'étranger et dans celui du Ministère, de 786 « Unes », relatant des informations ou des événements importants auxquels le Québec est associé et ce, dans six langues (français, anglais, espagnol, allemand, néerlandais et japonais), soit une hausse de 41 % par rapport à 2005-2006.

Rédaction de 468 résumés de nouvelles provenant de la presse québécoise, rendus disponibles en trois langues : français, anglais, espagnol (allemand et néerlandais selon les sujets d'intérêts), et distribués sur les sites du Ministère (siège et représentations), triplant ainsi la production de l'année précédente.

Mise à la disposition des internautes d'un nouveau service d'abonnement aux rubriques actualités et événements du Ministère.

Production de dix bulletins d'information générale « Québec actualités » illustrant la richesse des relations du Québec avec ses partenaires internationaux. Produit en six langues (français, anglais, espagnol, allemand, néerlandais, japonais) ce bulletin permet de joindre 27 496 abonnés réguliers partout dans le monde, soit une augmentation de 35 % par rapport à 2005-2006.

Accueil de journalistes et de personnalités étrangères

Quatorze journalistes étrangers ont été accueillis, en provenance notamment de France et de Chine.

Accueil au Québec de six personnalités étrangères provenant de Chine, des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Organisation internationale de la Francophonie. Au total, une quarantaine de rencontres ont été organisées avec des représentants du gouvernement du Québec et avec des spécialistes québécois des milieux politique, économique, culturel et social.

Projets particuliers

États-Unis

Tenue de l'événement Québec au Smithsonian Institution en janvier et février 2007. Intitulé *Old World Charm, New World Excitement*, organisé conjointement par la Délégation générale du Québec à New York et plusieurs organismes et ministères québécois, cet événement s'est démarqué par une série d'activités faisant connaître la culture, l'histoire et la gastronomie du Québec dans la capitale américaine.

Appui à la *20e édition du Festival international de la Louisiane* (FIL) à Lafayette en avril 2006.

France

Appui à la 19e édition des Entretiens du Centre Jacques Cartier, du 30 novembre au 6 décembre 2006, à Lyon, qui a regroupé de nombreux participants et conférenciers de la France et du Québec.

Italie

Dans le cadre de la Ve Biennale Orizzonte Québec, une vingtaine d'événements culturels présentés par des artistes québécois de renommée internationale ont pris l'affiche dans une quinzaine de villes, dont Rome, Turin et Milan.

Japon

Le Mois du Québec au Japon, en mars 2007, qui avait pour thème « Québec s'il-vous-plaît! », et dont il a déjà été question dans une section précédente du présent rapport, constitue également un événement promotionnel important ayant favorisé le rayonnement du Québec à l'étranger.

Soutien aux études québécoises

Appui financier du Ministère au fonctionnement et aux travaux de l'Association internationale des études québécoises (AIEQ) pour mettre en place, consolider et élargir un réseau international de chercheurs et de formateurs qui contribueront à diffuser dans leur milieu, notamment auprès de relayeurs d'information et de décideurs, une connaissance et une perception juste du Québec.

À la fin de l'exercice 2006-2007, l'AIEQ, qui célébrait en 2007 son 10e anniversaire, comptait 1 236 membres, soit 7,5 % de plus qu'en 2005-2006. De ce nombre, 723 proviennent de l'extérieur du Québec, soit 209 de l'Amérique du Nord (États-Unis et reste du Canada), 72 de l'Amérique latine, 310 de l'Europe, 35 de l'Afrique et du Moyen-Orient et 97 de l'Asie. Au cours de l'année, elle a organisé la participation de 20 auteurs à des tournées d'auteurs québécois dans 13 pays différents, notamment en Europe.

En 2007, l'AIEQ a franchi une étape importante de son évolution. Sa crédibilité lui a permis de conclure de nouveaux partenariats avec des institutions et organisations telles que l'Assemblée nationale du Québec, la Bibliothèque et les Archives nationales du Québec et l'Association nationale des éditeurs de livres du Québec, pour qu'elle puisse offrir de nouvelles bourses, élaborer de nouveaux instruments de recherche ou encore organiser des tournées d'auteurs québécois à l'étranger dans de meilleures conditions.

En Europe, appui à une dizaine de centres d'études québécoises, notamment en Allemagne, en Autriche, en Belgique et en Italie, qui contribuent à diffuser une meilleure connaissance du Québec en plus de favoriser des partenariats avec des universités québécoises. En France, mentionnons la création de chaires d'études sur la France, à l'Université de Montréal, et sur le Québec, à l'Université de la Sorbonne nouvelle – Paris III, de même que la promotion des établissements d'enseignement québécois, l'organisation de séances de recrutement d'étudiants en France et le soutien aux activités des associations de diplômés français des universités québécoises.

En Asie, appui aux centres d'études québécoises en Chine, soit à Beijing, à Shanghai, à Dalian et à Nanjing et, au Japon, soutien à la présentation d'un cours sur le Québec offert à l'Université Meiji et à l'établissement d'un centre de documentation sur le Québec. En Inde, appui au Centre d'études francophones de l'Université Nehru faisant suite à l'annonce faite par le premier ministre lors de sa mission dans ce pays, en 2006.

En Amérique du Nord, soutien financier à 26 universitaires et centres de recherches dans le cadre du *Québec Studies Programs* et appui à la tenue d'un colloque universitaire consacré au Québec organisé par l'University of North Texas, à Denton au Texas, en mars 2007. Près de 70 conférenciers provenant de six pays ont traité des mutations de la société québécoise depuis la Révolution tranquille.

Le Ministère a par ailleurs poursuivi son appui aux associations nationales américaines d'études canadiennes (ACSUS) et d'études québécoises (ACQS). La ministre, M^me^ Monique Gagnon-Tremblay, a participé au congrès bisannuel de l'ACQS qui s'est tenu à Cambridge (Massachusetts) en octobre 2007.

Axe	**Le rayonnement international du Québec**
Objectif 17	Assurer la mise en œuvre du volet international du Portail gouvernemental de services
Indicateurs	Étapes de mise en œuvre du nouveau Portail Taux de fréquentation par publics cibles

Contexte

En janvier 2007, le Ministère a obtenu du Conseil du trésor le mandat gouvernemental et le financement nécessaire pour réaliser la deuxième génération de l'espace international, l'un des trois espaces clientèles du Portail gouvernemental de services.

Réalisations et résultats

Les principales réalisations en 2006-2007 à cet égard sont les suivantes :

Définition de la structure d'information du volet international du Portail gouvernemental de services qui s'appuiera sur des grappes de services personnalisés en fonction des divers pays ciblés.

Enrichissement continu des contenus présentés sur l'espace international du Portail, en collaboration avec les ministères concernés, (MDEIE, MICC, MELS et ministère du Tourisme).

Planification et organisation du projet de réalisation du nouveau Portail en vue d'une mise en service en 2009 : élaboration du manuel d'organisation de projets, recrutement et formation des équipes de travail, analyse préliminaire.

Maintien de l'espace international actuel qui a enregistré une fréquentation de 153 953 visites, soit une moyenne mensuelle de 12 829 visites.

2.2 Les services aux citoyens

Orientation 2 **Mettre au point des outils d'information et des initiatives permettant d'appuyer l'action internationale des divers milieux**

Axe **L'information et les services en ligne**

Objectif 18 Développer des outils permettant d'informer les citoyens québécois de l'action internationale du gouvernement et des grands enjeux internationaux auxquels est confronté le Québec

Indicateurs
- Nouveaux produits d'information offerts sur les sites
- Nombre d'abonnements aux produits
- Activités d'information appuyées par le Ministère
- Nombre de communiqués diffusés

Contexte

En octobre 2006, le Ministère a entièrement renouvelé son site Internet pour s'harmoniser aux orientations du gouvernement en ligne et aux priorités de la nouvelle *Politique internationale du Québec*, contribuant ainsi à une meilleure prestation de services aux citoyens, aux entreprises et aux partenaires.

Réalisations et résultats

Création d'un bulletin sur les relations entre le Québec et l'Union européenne (Québec@Europe), en association avec la Chaire Jean Monnet de l'Université de Montréal.

Élaboration de 10 numéros du bulletin Québec@monde à l'intention du public québécois, mettant en valeur le rôle des représentations du Québec à l'étranger. Augmentation de 15 % du lectorat de ce bulletin qui compte 2 112 abonnés.

Diffusion sur le site Internet, des résultats des projets de solidarité réalisés par l'entremise du programme Québec sans frontières et du Programme québécois de développement international ainsi que des informations sur les programmes de bourses offerts aux acteurs de la société civile, visant à faire connaître les secteurs d'excellence du Québec.

Diffusion de 68 communiqués faisant état des principaux événements à caractère international susceptibles d'intéresser le public québécois. Dans plusieurs cas, les informations ont été diffusées dans les médias et ont fait l'objet d'entrevues ou d'autres suivis de la part des journalistes.

Axe **Les stages jeunesse**

Objectif 19 Améliorer l'offre de stages internationaux et assurer une meilleure intégration des stages offerts par l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), l'Office Québec Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse (OQWBJ) et l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ)

Indicateurs
- Étapes d'intégration réalisées
- Nombre de stages soutenus
- Nouveaux stages mis sur pied

Contexte

Une des clés d'avenir pour le Québec repose sur la capacité de ses jeunes à travailler dans un environnement de plus en plus internationalisé. La Politique internationale reconnaît l'importance de multiplier les occasions de stages et de formation à l'étranger pour les jeunes Québécoises et Québécois. Aussi, en plus de l'appui qu'il offre déjà pour inciter les jeunes à participer aux efforts de solidarité internationale, le gouvernement s'est engagé à améliorer l'offre de stages internationaux et à intégrer l'offre de stages des organismes qu'il soutient déjà, soit l'OFQJ, l'OQAJ et l'OQWBJ, afin notamment d'entraîner des économies d'échelle dans leur gestion et d'optimiser les services offerts aux jeunes du Québec. Il est également proposé d'établir des échanges de jeunes avec les pays d'Asie, plus précisément avec la Chine et l'Inde.

Réalisations et résultats

Les principales réalisations et résultats du Ministère à ce chapitre en 2006-2007 peuvent se résumer ainsi :

Intégration des organismes jeunesse

Mise en commun des services de l'OFQJ, de l'OQAJ et de l'OQWBJ et création d'un guichet unique pour les jeunes Québécois désireux de faire des stages à l'étranger. Une structure administrative a ainsi été créée « Les Offices jeunesse internationaux du Québec » (LOJIQ), ayant deux points de services, l'un à Montréal et l'autre à Québec. Les services de l'administration, des communications, de financement externe et de programmation des trois organismes sont ainsi mis en commun. Cette formule permet néanmoins à chacun des organismes de maintenir sa mission propre et sa spécificité.

Une nouvelle programmation entièrement conçue pour répondre aux besoins des jeunes adultes québécois, en rapport avec les axes prioritaires des trois offices, a officiellement été lancée en février 2007.

Lancement, le 6 février 2007, de la « Fondation des Offices jeunesse internationaux du Québec » (Fondation LOJIQ). S'inscrivant dans le plan de développement et de regroupement des trois organismes, la création de cette fondation vise à augmenter le soutien à un plus grand nombre de stages grâce à la contribution financière du secteur privé.

Soutien aux stages jeunesse

L'Office franco-québécois pour la jeunesse : participation de 1 902 jeunes adultes québécois, âgés de 18 à 35 ans, aux divers programmes (échanges, stages, missions, tournées de spectacles, etc.). Un nombre à peu près égal de jeunes Français ont participé à des projets, au Québec, organisés par la section française de l'OFQJ.

L'Office Québec Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse : participation de quelque 300 jeunes Québécois à des stages dans des domaines aussi divers que la politique municipale, la culture et l'entrepreneuriat, entre autres, leur permettant d'élargir leurs horizons professionnels et de vivre des expériences personnelles enrichissantes.

Une nouvelle entente relative à l'OQWBJ été signée entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la Communauté française de Belgique, le 29 mars 2007, modifiant notamment le nom de l'organisme connu depuis sa fondation sous l'appellation d'Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse.

L'Office Québec-Amériques pour la jeunesse : participation de quelque 1 250 jeunes adultes québécois âgés de 18 à 35 ans à des séjours de formation dans une vingtaine de pays des Amériques, dont les États-Unis (18 % des participants) et le Mexique (13 % des participants).

Mise sur pied de nouveaux stages

Quatre stages en Chine seront offerts à des jeunes Québécois, dans le domaine de la traduction et de la révision de textes, à la suite de l'entente conclue avec le Comité organisateur des Jeux olympiques de Beijing (COJOB).

Soutien aux stages dans les organisations internationales

Augmentation de la diffusion du programme et des offres de stages. Cinq partenariats financiers ont été maintenus et les critères de collaboration ont été renforcés.

23 stagiaires (dont 9 postes nouvellement créés) ont été placés auprès de 17 organisations internationales gouvernementales. Près de 450 candidatures ont été traitées.

Le programme de stages au Washington Center a pour sa part permis à 6 étudiants d'universités québécoises d'effectuer un stage au sein des milieux diplomatique, gouvernemental, législatif et au sein de centres de recherche de Washington D.C.

Axe **L'appui aux activités internationales des divers groupes, institutions et entreprises québécoises**

Offrir, par son réseau de représentations à l'étranger, des services, des conseils et du soutien pour appuyer les projets et activités internationales des groupes, des institutions ou des entreprises québécoises en matière économique, scientifique, éducative ou culturelle

Services offerts et effectif du gouvernement du Québec à l'étranger

Type d'entreprises et d'institutions soutenues et nature du soutien accordé

Contexte

Le réseau des représentations à l'étranger est déployé en fonction des intérêts du Québec. Les représentations n'ont donc pas toutes des mandats identiques. Certains bureaux répondent à des intérêts sectoriels spécifiques, le plus souvent de nature économique, culturelle et commerciale, ou encore pour des fins de sélection d'immigrants. Les délégations générales, pour leur part, couvrent l'ensemble des secteurs d'intérêt du Québec. Elles exercent des fonctions dans de nombreux champs d'action, tant sur le plan des relations politiques, institutionnelles, économiques, culturelles que sur celui des affaires publiques et de la gestion.

Les services offerts à l'étranger aux entreprises et aux institutions québécoises sont variés. Ainsi, en plus de mener diverses activités de veille et d'établissement de réseaux de contacts dans certains milieux ciblés, les représentants des secteurs économiques et culturels offrent également aux entreprises et aux institutions québécoises, des services d'accueil et d'accompagnement auprès d'intermédiaires, d'acheteurs potentiels ou de partenaires avec qui coopérer ou faire des affaires. Ils participent aussi à des événements promotionnels tels que des foires et des expositions pour y faire connaître les produits, les services et les talents québécois.

Réalisations et résultats

En 2006-2007, l'effectif du gouvernement du Québec travaillant à l'étranger, exprimé en équivalent temps complet (ETC) et présenté selon les grands secteurs d'activité, était le suivant :

Politique*-institutionnel-gestion	Économique	Culturel	Immigration	Total
128	78,5	24	71	301,5

* Comprend le personnel affecté aux relations bilatérales et aux relations avec les organisations internationales

Les services dans les représentations à l'étranger sont donnés par du personnel du Ministère (248) et par du personnel provenant d'autres ministères et organismes.

Les principales réalisations en 2006-2007 des représentations à l'étranger dans les secteurs politique, institutionnel et des affaires publiques sont relatées dans les autres sections du présent rapport, principalement dans celles qui portent sur les relations bilatérales.

Pour ce qui est des résultats et des réalisations des autres secteurs d'activité représentés à l'étranger, ils sont généralement présentés dans les rapports des ministères sectoriels concernés qui effectuent leur propre reddition de comptes relative à leurs activités. Cependant, pour illustrer la diversité des actions conduites dans ces secteurs, quelques exemples de réalisations sont présentés ici.

États-Unis

La Délégation générale du Québec à New York a appuyé 16 missions économiques impliquant 102 compagnies québécoises. Plus de 800 interlocuteurs américains ont pris part aux activités de ces missions. Au total, des services ont été rendus à 162 entreprises québécoises dont 50 du domaine agroalimentaire.

Dans le secteur culturel, elle a soutenu ou réalisé une quarantaine d'activités sur son territoire. Elle a, par exemple, organisé une mission en arts traditionnels à Montréal, un échange de mission avec le Centre des auteurs dramatiques, participé à plusieurs congrès en arts de la scène et soutenu la vitrine de la danse contemporaine québécoise pendant le congrès de l'*Association of Performing Arts Presenters* (APAP).

La Délégation du Québec à Boston a organisé, avec le MDEIE et le Technopôle Défense et Sécurité (Pôle Québec-Chaudière-Appalaches), une mission de quelque 20 entreprises québécoises auprès de Raytheon, géant mondial dans le secteur de la défense et de la sécurité. Elle a organisé un stand du Québec lors du salon *Nanotech 2006*, à Boston, auquel ont participé 6 entreprises québécoises, et appuyé 5 missions de prospection regroupant une quarantaine d'entreprises québécoises des secteurs alimentaire et de la construction, en collaboration notamment avec le World Trade Center de Montréal, le Pôle Québec-Chaudière-Appalaches, la Ville de New Richmond et trois Centres locaux de développement (CLD).

La Délégation du Québec à Chicago a appuyé les démarches de plus de 300 entreprises québécoises et 80 d'entre elles ont confirmé des résultats sous la forme de 41 M$ de ventes réalisées et de 38 accords de distribution conclus.

La Délégation du Québec à Los Angeles a collaboré à une activité de maillage, en partenariat avec le Bureau de la Bavière en Californie, à l'occasion de l'importante foire en optique-photonique *Photonics West*, à San José, en Californie, ce qui a résulté en la signature d'un accord de collaboration avec deux associations du domaine de la photonique, l'une du Québec et l'autre de Bavière. Elle a également encadré la participation d'exposants québécois lors de MAGIC, la plus importante foire commerciale d'Amérique du Nord dans le domaine de la mode, à Las Vegas.

Sur le plan culturel, la délégation a participé à d'importants festivals et foires du film, notamment au *Seattle International Film Festival*, au *AFI Fest* de Los Angeles, au *Denver Film Festival* à Denver et au *Palm Springs International Film Festival*, étapes marquantes qui mènent à la soirée des Oscars. Dans ce contexte, elle a organisé et financé la participation de réalisateurs, de producteurs et de scénaristes québécois à diverses activités de promotion.

La Délégation du Québec à Atlanta a accueilli sur son territoire deux missions commerciales, l'une comprenant 18 entreprises dans le domaine des véhicules spéciaux, planifiée en collaboration avec l'Association manufacturière d'équipements de transport et de véhicules spéciaux (AMETVS), l'autre, comprenant 10 fabricants québécois dans le domaine des parcs d'attraction et qui a donné lieu à la signature de contrats pour une valeur de plus de un million de dollars.

Mexique

La Délégation générale du Québec à Mexico (DGQM) a accueilli 27 entreprises à l'occasion de 5 missions de groupe, dans les secteurs de l'environnement, de la construction, de la santé, de la foresterie et des mines.

Sur le plan culturel, la DGQM a appuyé une quinzaine d'artistes du domaine des arts de la scène dont au moins la moitié a effectué des tournées dans diverses villes du Mexique. Par ailleurs, 25 Québécois, éditeurs, auteurs et professeurs ont participé à la Foire internationale du livre de Guadalajara.

Allemagne

La Délégation générale du Québec à Munich a soutenu une cinquantaine d'entreprises et d'institutions québécoises pour leur participation à 14 salons et foires en Allemagne, en Autriche et en Suisse; 9 entreprises et institutions ont ainsi participé à la foire MEDICA 2006, à Düsseldorf. Près d'une quarantaine d'autres demandes individuelles ont en outre été traitées par la délégation générale. Cette dernière a également organisé quatre activités majeures regroupant plus de 60 représentants d'investisseurs actuels au Québec et une dizaine de représentants d'investisseurs québécois sur le territoire. Elle a également participé à ces activités. Le service culturel de cette Délégation générale à Munich a notamment soutenu 39 activités culturelles.

France

La Délégation générale du Québec à Paris (DGQP) a soutenu 9 missions commerciales venues participer à des salons en France, dont notamment à Pollutec (environnement), au SIAL (agroalimentaire) et à COIP (télécommunications), et rencontré 161 entreprises québécoises venues se présenter en France. Le Service économique contribue de façon significative à la promotion de l'économie québécoise en France à l'aide de son Club économique qui compte 168 membres. En 2006-2007, le Club a reçu quatre conférenciers québécois de prestige issus des milieux économiques et politiques du Québec.

Le Service de l'action culturelle de la DGQP a soutenu quelque 200 activités culturelles québécoises, tant sur le plan financier, logistique et technique que promotionnel, en leur fournissant des conseils sur la mise en marché et la mise sur pied de réseaux. L'événement *Québec_numériQ*, présenté au Théâtre du Châtelet à Paris, le 9 septembre 2006, où plus de 8000 personnes ont assisté aux performances de trente artistes québécois des arts médiatiques, mérite en particulier d'être mentionné, ayant constitué un temps fort de l'année.

Royaume-Uni

La Délégation générale du Québec à Londres a traité 52 dossiers d'entreprises, dont la majorité sont des demandes de nouveaux exportateurs. Plusieurs entreprises québécoises ont consolidé leur position sur le marché britannique, ayant obtenu des commandes pour la deuxième année. Le Service économique de la délégation générale a également accueilli 2 missions commerciales sur le territoire, dont l'une comptant 19 PME pour participer au Salon de l'aéronautique de Farnborough. Le Service culturel a, quant à lui, donné son appui à 19 missions de prospection de marché d'institutions culturelles du Québec sur le territoire et soutenu 60 activités culturelles.

Belgique

La Délégation générale du Québec à Bruxelles a accompagné 29 missions d'exportateurs québécois, traité 30 demandes de vérification de marché provenant d'entreprises québécoises et organisé quatre missions économiques au Québec. Sur le plan culturel, elle a fait la promotion des auteurs et éditeurs québécois à la Foire du livre de Bruxelles où une quinzaine d'auteurs et plus d'une trentaine d'éditeurs étaient présents ou représentés.

Italie

De manière globale, près de 100 activités, couvrant plusieurs secteurs et impliquant la participation de différents organismes et partenaires québécois ont été soutenues par la représentation du Québec à Rome.

Espagne

Le Bureau du Québec à Barcelone a fourni services et conseils à plus d'une cinquantaine d'entreprises québécoises. Les résultats obtenus sont, par exemple, la conclusion d'accords avec un partenaire local, l'ouverture ou l'élargissement d'installations sur le territoire pour mieux servir la clientèle ou l'augmentation des ventes. Il a notamment été impliqué dans l'organisation de 13 missions québécoises à caractère économique en Espagne et dans l'organisation de 5 missions espagnoles au Québec, dans divers secteurs.

Japon

La Délégation générale du Québec à Tokyo (DGQT) a accompagné les démarches de 153 entreprises québécoises, réparties dans les quatre grands secteurs prioritaires suivants : technologies de l'information et nanotechnologie, agroalimentaire, bois, construction et meuble, biotechnologie et biens de consommation. Parmi celles-ci, 91 ont été accueillies au Japon, bénéficiant des divers services de la DGQT pour l'identification de partenaires d'affaires et l'organisation de rencontres. Trente-six entreprises ont ainsi enregistré des résultats tangibles, soit la signature de 40 ententes avec des intermédiaires japonais et des ventes fermes de quelque 42,5 millions de dollars.

Le Service culturel de la DGQT a pris en charge les demandes de 123 entreprises et institutions québécoises dont 48 d'entre elles ont réalisé une mission au Japon. Un soutien a également été accordé lors de la présentation et de l'organisation de la tournée de 12 spectacles d'artistes québécois au Japon et à 4 artistes en arts visuels du Québec qui y ont exposé leurs œuvres.

Chine

Le Bureau du Québec à Beijing a notamment contribué à l'organisation de 25 missions d'entreprises et d'institutions québécoises alors que le Bureau du Québec à Shanghai a offert des services à 24 institutions québécoises et à 68 entreprises.

Corée

Le Bureau du Québec à Séoul (BQS) a accordé son soutien à 32 entreprises en mission sur ce marché. De plus, le BQS a organisé une mission de groupe, en Corée, dans le secteur de la photonique (10 entreprises participantes) et appuyé la participation de 5 entreprises culturelles québécoises au Marché des arts de la scène de Séoul. Les interventions du BQS ont contribué à la réalisation de ventes fermes du Québec, en Corée, de l'ordre de 16 millions de dollars, en plus de favoriser la signature de deux ententes de coopération dans les secteurs de l'optique et de la photonique.

Taïwan

L'Antenne du Québec à Taipei a offert ses services à 30 entreprises dont les retombées totalisent 19 millions de dollars, et contribué à l'organisation de 40 missions, individuelles et de groupe, d'entreprises et d'institutions du Québec.

Chili

L'Antenne du Québec à Santiago a fourni des services, des conseils et du soutien à 36 entreprises et institutions québécoises dont à 23, de façon plus approfondie, comprenant l'organisation d'activités de maillage et des missions individuelles ou de groupe.

Axe **L'appui aux activités internationales des divers groupes, institutions et entreprises québécoises**

Objectif 21 Faciliter la conduite des projets de coopération bilatérale des organismes, des institutions ou de chercheurs québécois

Indicateurs
- Nombre de projets soutenus
- Nature du soutien accordé
- Résultats obtenus

Contexte

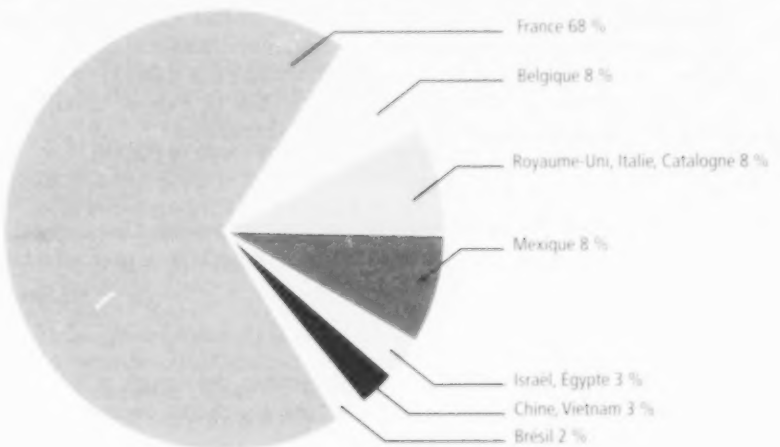
Le gouvernement du Québec a signé avec près d'une vingtaine de pays et de régions, des ententes de coopération touchant certains secteurs d'intérêt commun. Pour encadrer ce type de relations et veiller à la mise en œuvre des engagements, certains instruments particuliers ont été mis sur pied tels que des commissions de coopération, des groupes de travail et d'autres mécanismes de concertation. Quel que soit le cadre de la coopération, le Québec et ses partenaires étrangers déterminent ensemble les programmes et activités qu'ils veulent réaliser de même que le soutien financier qu'ils veulent y apporter.

Les ententes de coopération concernent diverses composantes de la société québécoise, tant des secteurs public et parapublic que du secteur privé. Établissements d'enseignement, ministères et organismes, chercheurs, étudiants, artistes et entreprises sont régulièrement interpellés pour participer aux projets développés dans le cadre de telles ententes.

Réalisations et résultats

En 2006-2007, le Ministère a consacré près de 1,9 million de dollars à la réalisation de 207 projets, dans le cadre des ententes conclues avec les pays et régions suivants :

Coopération bilatérale
Répartition des dépenses par pays et régions en 2006-2007 (%)



Sur la base des secteurs, les dépenses se répartissent de la façon suivante :

Coopération bilatérale
Répartition des dépenses par secteurs en 2006-2007 (%)

Pour illustrer le type de projets pouvant être réalisés dans le cadre de ces coopérations, mentionnons quelques exemples :

Projets de coopération

En matière de recherche, de science et de technologie, trois chercheurs de Montréal, Québec et Wurtzbourg, en Bavière, ont mis au point une technique révolutionnaire permettant de créer des implants osseux parfaitement durables et adaptés à l'anatomie du patient, à l'aide d'imprimantes à jet d'encre.

21 chercheurs italiens et québécois ont bénéficié du soutien de la V[e] Sous-commission mixte Québec-Italie. Ainsi l'Institut universitaire de gériatrie de Montréal et l'Institut Vita-Salute San Raffaele de Milan poursuivent le développement, dans le domaine des neurosciences, d'un projet européen avec composante québécoise dans le cadre des programmes-cadres de l'Union européenne. Dans le domaine de la biotechnologie, les travaux de recherche amorcés conjointement par l'Université Laval et la Polytechnique de Milan pour la régénération de tissus cardiovasculaires ont permis d'établir des contacts avec des partenaires industriels.

Dans le cadre de la coopération franco-québécoise : attribution de 60 bourses à des étudiants français et québécois pour la réalisation de thèses de doctorat en cotutelle franco-québécoise, c'est-à-dire l'obtention d'un diplôme d'une université française et québécoise, dans le but de développer les réseaux scientifiques franco-québécois.

Poursuite du Programme d'échanges d'experts scientifiques qui a permis le soutien à la planification de 30 projets d'échanges d'experts scientifiques et de partenariats institutionnels français et québécois; promotion de la coopération franco-québécoise au sein d'activités et de projets scientifiques tels que le Congrès annuel de l'Association francophone pour le savoir-ACFAS, et la coopération entre les réseaux Bleu et Curie.

Soutien à l'édition 2006 du Forum international science et société qui a réuni 250 jeunes de 24 établissements d'enseignement collégial (cégeps) du Québec autour de chercheurs québécois et français afin de débattre de questions scientifiques liées à des enjeux de société et dans le but de promouvoir l'inscription des jeunes dans les disciplines scientifiques.

Soutien au concours scolaire « Histoires croisées : histoires de vies franco-québécoises » qui a permis la réalisation de sites Web illustrant des œuvres littéraires dans un contexte historique franco-québécois. Chaque année, le concours rejoint près de 400 élèves âgés de 15 à 17 ans, et permet aux 9 lauréats, accompagnés de leurs tuteurs, d'effectuer un séjour en France et au Québec.

Dans les secteurs de l'emploi et de la famille, des projets ont permis de soutenir l'identification des meilleures façons de faire en matière de veille et de diffusion de l'information sur le marché du travail et de la gestion par résultats pour les services publics d'emploi. Un projet a permis la mise en commun de nouvelles approches territoriales pour la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Un projet dans le domaine de la conciliation travail-famille a permis d'amorcer une coopération franco-québécoise afin d'améliorer les façons de faire et les connaissances des intervenants de ce secteur au Québec et en France.

Dans le cadre de la coopération Québec/Wallonie-Bruxelles, en 2006, les échanges entre le Centre d'art d'Orford et le Printemps musical de Silly ont permis à quatre jeunes musiciens de vivre des expériences musicales enrichissantes et de bénéficier de stages de perfectionnement auprès de grands maîtres.

Dans le cadre de l'Entente de coopération Québec-République arabe d'Égypte, pour une troisième année consécutive, un groupe d'étudiants québécois a effectué un stage d'études à l'Université du Caire.

Dans le cadre de l'entente avec la Chine, un soutien financier a été accordé à 6 boursiers québécois pour étudier dans ce pays.

2.3 La gestion

Orientation 3 **Gérer les ressources conformément aux objectifs gouvernementaux et ministériels en les affectant prioritairement à la mise en œuvre de la Politique internationale et du Plan d'action qui en découle**

Axe La gestion des ressources

Objectif 22 Mettre en place les mesures visant à renforcer le développement des compétences du personnel ainsi que sa mobilité et à préparer une relève

Indicateurs
- Nombre et nature des activités de formation adaptées à l'acquisition de compétences et d'expertise, à la formation de la relève et au développement de l'expertise internationale
- Pourcentage de la masse salariale consacré au développement des ressources humaines

Contexte

Le Ministère a mis en place de nouvelles mesures de formation continue et de développement de connaissances dans le cadre d'un plan de carrière pour les conseillers en affaires internationales, qui favorisent le développement et la mobilité et contribuent à l'amélioration des compétences nécessaires à l'exercice de leurs fonctions. Tout le personnel, quelle que soit la catégorie d'emploi, a accès à des activités de développement. De plus, la Direction des ressources humaines exerce un rôle-conseil en matière d'accompagnement des employés et les aide à établir un plan personnalisé de développement professionnel.

Réalisations et résultats

En 2006-2007, les principales réalisations du Ministère en cette matière sont les suivantes :

Ressources humaines

4 professionnels affectés à l'étranger dans le cadre du programme d'affectation de courte durée dans le réseau.

12 missions de familiarisation effectuées par 5 professionnels du Québec et par 7 employés recrutés localement (ERL) du réseau des représentations du Québec à l'étranger.

11 personnes ont effectué une mission préalable à leur entrée en fonction à l'étranger.

Plus de 80 personnes ont bénéficié de cours de langues étrangères et 4 employés ont bénéficié d'un stage d'immersion de quatre semaines ou plus.

De nombreuses activités de formation et de perfectionnement ont été offertes au personnel du Ministère, notamment sur les thèmes relatifs à la dynamique interculturelle, à la communication ou sur des questions de protocole.

Des programmes de formation et d'accompagnement personnalisés ou de groupe, sur le thème du processus d'adaptation à vivre à l'étranger ont été offerts au personnel affecté à l'étranger.

12 « Conférences midi » portant sur la prévention en santé au travail et sur certains aspects particuliers des relations internationales ont été tenues.

En matière d'éthique, près de 70 % des gestionnaires du siège avaient suivi, au 31 mars 2007, la formation ministérielle donnée sur le sujet.

En 2006-2007, le Ministère a consacré 819 081 $ en dépenses liées à la formation de ses ressources humaines, soit 2,04 % de sa masse salariale. Un total de 2 284 jours-personnes a ainsi été consacré à la formation, ce qui représente une moyenne de 4 jours par employé.

Axe	**La gestion des ressources**
Objectif 23	Renouveler la gestion financière ministérielle de manière à assurer une utilisation optimale des ressources disponibles
Indicateurs	Mise en place de nouveaux outils de suivi budgétaire Actualisation des pratiques administratives

Contexte

En 2006-2007, le ministère des Relations internationales a assuré la mise en œuvre de la *Politique internationale du Québec* et a procuré le soutien et la coordination budgétaires pour les activités des ministères et organismes partenaires prévues au Plan d'action 2006-2009. Pour cette mise en œuvre, des crédits additionnels totalisant 4 millions de dollars ont été accordés, dont 750 000 $ au MRI.

Le redéploiement du réseau des représentations à l'étranger prévu à la Politique internationale, a été amorcé en 2006-2007. En tenant compte de cette modification, l'administration budgétaire du Ministère englobera bientôt 27 représentations du Québec à l'étranger.

Soulignons par ailleurs que le Ministère faisait partie du premier groupe de ministères à implanter le système « Solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources » (SAGIR) pour assurer sa gestion budgétaire et comptable.

Réalisations et résultats

Ressources financières

Parachèvement, le 1er novembre 2006, de l'implantation de la première étape du projet SAGIR, qui consiste à remplacer l'ancien système de gestion budgétaire et comptable. Au 31 mars 2007, la fermeture de l'année budgétaire a été entièrement réalisée à l'aide du système SAGIR.

Ajout d'un processus d'authentification et de suivi budgétaire et comptable des opérations financières concernant la Politique internationale tant pour les mesures relevant du Ministère que pour celles relevant des autres ministères et organismes.

Distinction, tant sur le plan budgétaire que comptable, des opérations financières concernant le redéploiement du réseau des représentations à l'étranger pour établir et suivre plus précisément les dépenses engagées dans le cadre de cette mesure du Plan d'action 2006-2009.

Tous les employés au siège ont accès à SAGIR et ont été formés à l'utilisation de ce nouveau système.

Axe	**La gestion des ressources**
Objectif 24	Maintenir et mettre au point des outils et des systèmes informatiques permettant d'améliorer la performance du Ministère
Indicateurs	Systèmes mis au point Taux de disponibilité du réseau informatique, des télécommunications et de la messagerie électronique entre 8 h et 19 h pendant les jours ouvrables

Contexte

Au cours de 2006-2007, le Ministère a consacré des efforts importants pour se doter d'un environnement technologique performant afin de permettre aux employés de réaliser le plus efficacement possible sa mission.

De plus, des efforts ont été déployés afin de repositionner l'intranet comme principal outil de travail pour les employés, en soutien aux activités, aux besoins et aux objectifs du Ministère. Des consultations ont eu lieu auprès du personnel pour en valider les orientations, les fonctionnalités et les contenus.

Réalisations et résultats

Systèmes informatiques mis en place

Mise sur pied et implantation dans 12 sites à l'étranger du système de gestion des clientèles CliQue permettant de mieux gérer les réseaux de contacts et d'influence de nos représentations du Québec à l'étranger.

Réalisation de la 1re phase du système de soutien informatisé à la gestion des privilèges et immunités accordés par le gouvernement du Québec aux représentations et aux représentants étrangers.

Mise en place et soutien de communautés de pratique en affaires publiques, en sécurité institutionnelle et pour le 400e anniversaire de la ville de Québec.

Réalisation de travaux majeurs de rénovation de l'infrastructure technologique du Ministère, incluant la mise en place de nouveaux outils de recherche et d'archivage des courriels. La mise en place de l'environnement central est complétée et plus de 80 % des postes informatiques au Québec ont été consolidés selon le nouvel environnement technologique.

Mise en place d'un outil collaboratif pour la clientèle interne réunissant 50 participants du Ministère à Québec et à l'étranger.

Consultations internes (sondage en ligne, groupes de discussion, activités de classements d'information) auprès de plus de 200 personnes en vue du renouvellement de l'intranet.

Systèmes de communication développés

Téléphonie : afin d'améliorer la gestion du système téléphonique et de diminuer les coûts de remplacement des équipements et les coûts d'opération, un système de téléphonie par Internet, ou IP (Internet Protocol), a commencé à être implanté dans le réseau en 2006-2007. L'implantation se poursuivra en 2007-2008. De nouveaux équipements destinés au siège et au réseau ont été acquis.

Visioconférence : les bureaux de Québec et Montréal et les délégations générales de Paris et de New York sont déjà reliés. Une nouvelle installation a été complétée à Atlanta et d'autres suivront l'an prochain.

Taux de disponibilité du réseau informatique, des télécommunications et de la messagerie électronique entre 8 h et 19 h pendant les jours ouvrables : le journal de bord de la Direction des ressources informationnelles confirme que les taux de disponibilité pendant les heures de travail ont tous dépassé les 99 %.

Axe	**L'évaluation des politiques et des programmes**
Objectif 25	Évaluer périodiquement les programmes et services du Ministère
Indicateurs	Systèmes évalués
	Améliorations apportées à la suite des évaluations

Contexte

Dans le cadre de la modernisation de la gestion de l'État, le ministère des Relations internationales a instauré, en 2005, une fonction d'évaluation de programme dotée d'une expertise spécialisée et pouvant s'exercer dans des conditions d'objectivité. En outre, il a renforcé sa fonction de vérification interne en la dotant notamment d'un comité de vérification indépendant et compétent. Enfin, il vise un contrôle interne plus efficace en mettant en place un processus de gestion intégrée des risques.

Réalisations et résultats

En 2006-2007, les principales réalisations au regard de cet objectif ont été :

Évaluation de programme

Deux évaluations ont été effectuées. Dans chaque cas, les travaux ont été encadrés par un comité composé des gestionnaires concernés, mais également de personnes de haut niveau provenant de l'extérieur du Ministère, assurant ainsi l'expertise et l'indépendance nécessaires à des évaluations objectives et pertinentes.

Au 31 mars 2007, les gestionnaires responsables des programmes évalués n'avaient pas complété l'élaboration de plans d'action, mais avaient reçu positivement les constats et recommandations et mis en œuvre certaines d'entre elles.

Vérification interne

Le comité de vérification, formé conformément aux orientations du Conseil du trésor en matière de vérification interne, s'est réuni à deux reprises et a été informé des constats découlant des vérifications précédentes et des correctifs mis en oeuvre. Il s'est en outre prononcé sur la planification des mandats de vérification pour 2007-2008.

Les gestionnaires concernés par les vérifications effectuées ont indiqué aux autorités du Ministère les actions qu'ils prévoient ou qu'ils ont déjà mises en œuvre pour apporter les correctifs recommandés dans les rapports de vérification.

Gestion intégrée des risques

Amorcée en 2005-2006, la gestion intégrée des risques au Ministère s'est poursuivie par la planification, sur un horizon de trois ans, des grandes étapes suivantes :

- Identification et évaluation des risques du Ministère
- Évaluation du degré de maîtrise
- Détermination des actions à prendre pour assurer une gestion adéquate des risques
- Processus de suivi régulier de la gestion des risques

Au cours de l'année, le Ministère a déjà identifié les risques majeurs et évalué leur importance relative. Chacun des membres de l'équipe de direction du Ministère y a contribué, d'abord individuellement et ensuite, collectivement, lors d'un atelier. Il s'agit d'une portion de la première étape vers une gestion intégrée des risques.

3 Présentation des résultats au regard des engagements de la Déclaration de services aux citoyens

3.1 Accessibilité aux renseignements sur le Ministère

Renseignements généraux au comptoir et par téléphone :

Le Ministère a maintenu des services d'accueil et de renseignements par téléphone, entre 8 h et 19 h, à son siège de Québec et, de 8 h 30 à 17 h à ses bureaux de Montréal, et ce, tous les jours ouvrables de l'année.

Renseignements par Internet aux adresses communications@mri.gouv.qc.ca et ddi@mri.gouv.qc.ca :

Toutes les demandes reçues à ces adresses électroniques ont été traitées à l'intérieur de 4 jours ouvrables, dans le respect de l'engagement de la Déclaration de services aux citoyens.

3.2 Sélection de projets et de candidatures

Programmes de coopération

Les institutions ayant soumis des projets de coopération à la suite d'un appel à projets ont obtenu une réponse écrite à leur proposition dans un délai moyen de 19,8 jours après que les résultats de la sélection effectuée par le Ministère et ses partenaires étrangers ont été connus. Dans 51 % des cas, le délai a dépassé le délai de 15 jours ouvrables prévu à la Déclaration de services aux citoyens.

Programmes d'aide internationale

Les engagements du Ministère touchant l'équité dans la sélection des projets soumis par les organismes de coopération internationale ont été respectés :

Les critères de sélection des projets étaient connus au moment des appels de projets et les comités de sélection ont été constitués de personnes-ressources provenant d'organismes de coopération internationale, du milieu communautaire et du secteur public. Les résultats des sélections ont fait l'objet d'une gestion transparente et les organismes participants ont eu accès aux résultats les concernant.

Le Ministère tient régulièrement des rencontres avec les responsables des organismes de coopération internationale partenaires dans la gestion des programmes d'aide afin d'examiner l'évolution des projets et de déterminer les divers aspects à améliorer en fonction des attentes exprimées.

Sur le plan de la satisfaction, mentionnons que les participants à la Journée d'initiation aux enjeux de la solidarité internationale dite Journée Québec sans frontières, ont exprimé une satisfaction très élevée, de l'ordre de 96,6 % quant à la pertinence de cette activité et de 93,9 % quant à l'organisation de cette journée.

Programmes de stages dans les organisations internationales gouvernementales

Les engagements énoncés dans la Déclaration ont été respectés :

Après la fermeture de chaque offre de stage, les dossiers des candidats ont été évalués selon les spécifications affichées dans l'offre et 100 % des candidats ont été informés de leur admissibilité, à l'intérieur du délai de 5 jours suivant la fin de cette étape du processus d'évaluation.

Afin d'assurer l'équité de l'étape de présélection, les entrevues ont été réalisées à l'aide d'un questionnaire unique. Tous les candidats admis à l'entrevue de présélection ont été informés des résultats les concernant dans le délai de 10 jours ouvrables après l'entrevue et les noms des candidats retenus ont été transmis à l'organisation internationale pour la sélection finale.

3.3 L'évaluation des Missions Québec

L'engagement énoncé dans la Déclaration a été respecté :

Au terme des deux missions coordonnées par le Bureau des missions et des événements (BME), l'une en Chine, l'autre en Inde, des évaluations ont été effectuées auprès des participants. Celles-ci portaient sur la logistique et l'encadrement offerts par le BME aux institutions et aux entreprises participantes. Mentionnons que lors de ces missions, le BME a notamment organisé 8 séminaires et tables rondes, 3 séances de maillage, 11 visites industrielles/institutionnelles, 5 signatures d'entente et une centaine de rencontres d'affaires.

Dans le cas de la mission en Inde, cette évaluation a été effectuée auprès des représentants des milieux institutionnel et des affaires, alors que dans le cas de la mission en Chine, l'évaluation a été réalisée auprès des participants issus du milieu institutionnel seulement. Les participants qui ont répondu aux questionnaires ont donné les appréciations suivantes :

Mission Chine et Inde : milieu institutionnel

	Très satisfait	satisfait	insatisfait
Appréciation globale de la mission	63 %	37 %	0 %
Logistique et encadrement	69 %	31 %	0 %

Mission Inde : milieu des affaires

	Très satisfait	satisfait	insatisfait
Appréciation globale de la mission	57 %	43 %	0 %
Logistique et encadrement	78 %	22 %	0 %

3.4 Le traitement des plaintes

Le Ministère n'a reçu aucune plainte au regard des services offerts aux clientèles visées dans sa Déclaration de services.

4.1 Présentation de l'utilisation des ressources humaines

L'effectif

Au 31 mars 2007, l'effectif autorisé du Ministère s'établissait à 578 équivalents temps complet (ETC). L'effectif autorisé au début de l'année 2006-2007 était de 565 ETC. En juin 2006, le Conseil du Trésor allouait au Ministère 27 ETC supplémentaires principalement pour la mise en œuvre de la *Politique internationale du Québec*, dont 13 utilisés dès l'exercice 2006-2007. Le MRI a redéployé les ressources additionnelles conformément à la Politique.

Le Ministère a mis à jour son plan pluriannuel de la main-d'œuvre pour la période 2006-2010.

La répartition de l'effectif

Au 31 mars 2007, l'effectif autorisé du Ministère, exprimé en ETC, était réparti de la façon suivante :

Siège	
Québec	319
Montréal	11
Total du siège	330
Réseau	
Fonctionnaires affectés	64
Employés recrutés localement	184
Total du réseau	248
Total du Ministère	**578**

L'effectif comprend 394 postes comblés par des employés régis par la *Loi sur la fonction publique* et 184 postes pour des employés recrutés dans les différents pays où sont situées les représentations du Québec à l'étranger. Au total, l'effectif réellement utilisé par le Ministère en 2006-2007 a cependant été de 568 ETC, conformément au niveau établi par le Conseil du trésor.

4.2 Utilisation des ressources financières en rapport avec le Plan annuel de gestion des dépenses 2006-2007 et le budget d'investissements

Les dépenses

Le budget de dépenses prévu dans le Plan annuel de gestion des dépenses 2006-2007 du Ministère s'élevait à près de 99 millions de dollars. Il a été porté en cours d'année à 103,6 millions de dollars. En 2006-2007, les dépenses du Ministère ont totalisé près de 101,7 millions de dollars, soit 1 % de moins que l'année précédente. Le Ministère a réalisé l'objectif de réduction des dépenses de 1,4 million de dollars fixé par le gouvernement.

Budget et dépenses en 2006-2007

	2006-2007			2005-2006
	Budget de dépenses initial (000 $)	Budget de dépenses modifié (000 $)	Dépenses réelles (non vérifiées)[1] (000 $)	Dépenses réelles (000 $)
Total du Ministère	98 981,5	103 634,1	101 709,0	102 737,6

Dépenses en 2006-2007 par catégories

Catégorie de dépenses	Dépenses réelles (non vérifiées)[1]
Rémunération	**48,6 M $**
Siège	22,2 M $
Réseau à l'étranger	26,4 M $
Fonctionnement	**28,5 M $**
Siège	12,1 M $
Réseau à l'étranger	16,4 M $
Transferts (Subventions)	**24,0 M $**
Francophonie	7,4 M $
Organismes jeunesse	4,9 M $
Accueil d'organisations internationales au Québec	3,7 M $
Solidarité et développement international	3,6 M $
Coopération bilatérale	2,5 M $
Autres (Chaires d'études, événements internationaux, stages dans les organisations internationales, etc.)	1,9 M $
Mise en œuvre de la Politique internationale	**0,6 M $**
Total	**101,7 M $**

1. Les dépenses vérifiées seront déposées à l'Assemblée nationale par le ministre des Finances.

Les investissements

En 2006-2007, le Ministère a effectué des investissements totalisant près de 25,4 millions de dollars.

Investissements en 2006-2007

	2006-2007			2005-2006
	Budget de dépenses initial (000 $)	Budget de dépenses modifié (000 $)	Dépenses réelles (non vérifiées)* (000 $)	Dépenses réelles (000 $)
Immobilisations	1 904,7	25 338,7	25 282,7	1 203,0
Prêts, placements et avances	600,0	600,0	183,7	232,7

* Les dépenses vérifiées seront déposées à l'Assemblée nationale par le ministre des Finances

Les investissements en immobilisations en 2006-2007 ont principalement servi à financer les projets suivants :

L'acquisition des immobilisations du Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger, à la suite de la fermeture, par décret, de ce fonds. La valeur comptable nette des immobilisations de ce Fonds était de l'ordre de 13,3 millions de dollars;

Les aménagements et les acquisitions assurant le maintien des équipements et des locaux des bureaux du Québec à l'étranger;

Les aménagements liés au rehaussement du réseau informatique au siège.

5 Les autres exigences législatives et gouvernementales

5.1 Rapport en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels

Le responsable de l'accès à l'information du Ministère a traité 21 demandes d'accès à des documents durant l'année 2006-2007. Toutes les demandes ont été traitées à l'intérieur du délai de 20 jours prévu par la loi. Aucune demande de révision n'a été déposée à la Commission d'accès à l'information.

5.2 Rapport sur l'application de la Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration

Guidé par la Charte de la langue française, la Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration, la Politique d'achat du gouvernement du Québec et la Politique d'utilisation du français dans les technologies de l'information, le Ministère a adopté, en 1998, la Politique linguistique du ministère des Relations internationales.

Cette politique vise à intégrer les orientations gouvernementales relatives à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'accomplissement quotidien de la mission du Ministère. Afin d'ajouter des précisions et de s'assurer d'une uniformisation des pratiques du Ministère et de son réseau, la Politique linguistique a été mise à jour en juillet 2006.

Par ailleurs, en 2006-2007, 13 employés ont suivi des cours de formation relatifs à la qualité de la langue.

5.3 Suivi des recommandations du Vérificateur général du Québec

Le ministère des Relations internationales n'a fait l'objet d'aucune recommandation de la part du Vérificateur général dans son rapport (tomes I et II) de l'année 2005-2006.

5.4 Programme d'accès à l'égalité en emploi

En vertu de la *Loi sur la fonction publique*, le Ministère doit mettre en œuvre des mesures d'accès à l'égalité en emploi afin d'accroître la présence de diverses composantes de la société dans son effectif. Les groupes concernés par ces mesures sont les communautés culturelles, les autochtones, les anglophones et les personnes handicapées. En 2006-2007, les gestionnaires du Ministère ont été sensibilisés à l'importance de respecter les cibles fixées. De plus, lors des démarches d'embauche, les candidatures provenant des groupes cibles ont été traitées en priorité. Les objectifs ainsi que le détail des statistiques en matière d'embauche et de représentativité de divers groupes au sein de l'effectif du Ministère sont présentés à l'annexe 6.

Annexe 1

Liste des représentations du Québec à l'étranger au 31 mars 2007

Délégations générales

Délégation générale du Québec à Bruxelles

Délégation générale du Québec à Londres

Délégation générale du Québec à Mexico[1]

Délégation générale du Québec à Munich

Délégation générale du Québec à New York

Délégation générale du Québec à Paris[1]

(L'établissement abrite à la fois le délégué général du Québec à Paris et le délégué du Québec aux Affaires francophones et multilatérales.)

Délégation générale du Québec à Tokyo

Délégations

Délégation du Québec à Atlanta

Délégation du Québec à Boston

Délégation du Québec à Chicago

Délégation du Québec à Los Angeles

Représentation du gouvernement du Québec - Délégation permanente du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), à Paris

Bureaux

Bureau du Québec à Buenos Aires[1]

Bureau du Québec à Barcelone

Bureau du Québec à Beijing

Bureau du Québec à Berlin

Bureau du Québec à Shanghai

Bureau du Québec à Washington

Bureau d'immigration du Québec à Damas

Bureau d'immigration du Québec à Hong-Kong

Bureau d'immigration du Québec à Vienne

Antennes

Rome

Santiago du Chili

Séoul

Taipei

1. Ces trois établissements abritent également un service d'immigration.

Annexe 2

Liste des ententes internationales conclues en 2006-2007 et des engagements internationaux auxquels le Québec s'est déclaré lié par décret en 2006-2007

Les ententes internationales peuvent être consultées sur le site Internet du Ministère, à l'adresse suivante : http://www.mri.gouv.qc.ca/fr/informer/ententes.

Ententes

Entente portant sur des services de francisation entre la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec et le Centre culturel français de Timisoara (Roumanie), signée à Timisoara le 2 mai 2006.

Entente portant sur des services de francisation entre la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec et l'Institut français de Saint-Pétersbourg (Russie), signée à Saint-Pétersbourg le 8 mai 2006.

Accord de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État du Nuevo León, signé à Québec le 30 mai 2006.

Entente portant sur l'évaluation des compétences linguistiques en français entre la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec et le Centre international d'études pédagogiques (CIEP), conclue par échange de lettres du 15 août et du 25 septembre 2006.

Entente de coopération dans les domaines de la science et de la technologie entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Shandong, signée à Qingdao (Shandong) le 25 octobre 2006.

Entente portant sur des services de francisation entre la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec et le Centre culturel français de Moscou, signée à Moscou le 6 décembre 2006.

Entente de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République du Pérou en matière de développement agricole et agroalimentaire, signée à Québec le 25 janvier 2007.

Protocole complémentaire à l'Entente de coopération en matière d'environnement relativement à la gestion des eaux du lac Memphrémagog et de son bassin hydrographique entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État du Vermont, conclue le 4 décembre 2003 portant sur les modalités conjointes d'intervention en matière d'urgences environnementales, signé à Québec le 11 février 2007.

Protocole de coopération en matière de mobilité des jeunes Réunionnais entre la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec et le Conseil régional de la Réunion, signé à Montréal le 23 février 2007.

Entente relative à l'Office Québec Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la Communauté française de Belgique, signée à Québec le 29 mars 2007.

Engagements internationaux auxquels le Québec s'est déclaré lié par décret en 2006-2007

Accord sur le bois d'œuvre résineux entre le Canada et les États-Unis d'Amérique – Décret 873-2006

Annexe 3

Liste des principales visites officielles en 2006-2007

Avril 2006

Visite de M. Jean-François Istasse, président du parlement de la Communauté française de Belgique

Visite de M. Gerson Luiz Joner da Silveira, président de l'Organisation universitaire interaméricaine (OUI)

Visite de M. Josep Maria Rané, ministre de l'Emploi et de l'Industrie de la Generalitat de Catalogne

Visite de M^me^ Emilia Müller, ministre d'État des Affaires fédérales et européennes dans le cadre de la 9^e^ Rencontre du groupe de travail sur la coopération Québec-Bavière

Conseil de la fédération en présence des premiers ministres des États fédérés australiens

Visite de M. Bertrand Delanoë, maire de Paris et président du Bureau de l'Association internationale des maires francophones (AIMF)

Visite de M. Donald. J. Johnston, secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Visite de M. Hans Spitzner, ministre délégué à l'Économie, aux Infrastructures, aux Transports et à la Technologie de l'État de Bavière

Visite de M. Yves Leterme, ministre-président du gouvernement flamand

Mai 2006

Visite de M. René Préval, président élu de la république d'Haïti

Visite de M^me^ Adela Ros, secrétaire d'État à l'Immigration de Catalogne

Visite de représentants du Réseau de transport d'électricité de France, de parlementaires français et de députés européens

Visite d'une délégation ministérielle de l'État de Colima (États-Unis du Mexique)

Visite de M. José Natividad González Parás, gouverneur de l'État du Nuevo León (États-Unis du Mexique)

Visite de M. Timothy Kaine, gouverneur de l'État de Virginie (États-Unis d'Amérique)

Juin 2006

Visite de M. John Prescott, vice-premier ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dans le cadre de la 12e Édition de la Conférence de Montréal

Visite de M. Koichiro Matsuura, directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), dans le cadre de la 12^e^ Édition de la Conférence de Montréal

Visite de M. Donald C. McKinnon, secrétaire général du Secrétariat du Commonwealth, dans le cadre de la 12^e^ Édition de la Conférence de Montréal

Visite de M. Donald Kaberuka, président de la Banque africaine de développement (BAD), dans le cadre de la 12^e^ Édition de la Conférence de Montréal

Visite de M. Haruhiko Kuroda, président de la Banque asiatique de développement, dans le cadre de la 12^e^ Édition de la Conférence de Montréal

Visite de M. Jean Lemierre, président de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), dans le cadre de la 12^e^ Édition de la Conférence de Montréal

Visite de M. Ján Figel, commissaire à l'éducation, la formation, la culture et le multilinguisme à la Commission européenne, dans le cadre de la 12^e^ Édition de la Conférence de Montréal

Visite de M^me^ Nouzha Chekrouni, ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération chargée des Marocains résidant à l'étranger du royaume du Maroc

Visite de M. Martin Malvy, président du Conseil régional Midi-Pyrénées (République française)

Visite de législateurs d'États et de représentants de gouvernements d'États américains (États-Unis d'Amérique)

Juillet 2006

Visite de M. Vladimir Spidla, commissaire à l'Emploi, aux Affaires sociales et à l'Égalité des chances au sein de la Commission européenne

Août 2006

Visite de membres du Congressional Friends of Canada Caucus (États-Unis d'Amérique)

Visite de M. Gérald Germain, ministre des Affaires sociales et du Travail de la république d'Haïti

Visite de M^me^ Ana Cecilia Garcia Luna, ministre de la Culture de l'État de Colima (États-Unis du Mexique)

Septembre 2006

Visite de M. Jean-Pierre Raffarin, ex-premier ministre, sénateur de la Vienne et président du Comité français d'organisation pour la célébration du 400^e^ anniversaire de la ville de Québec

Visite de M^me^ Laurette Onkelinx, vice-première ministre et ministre de la Justice du Royaume de Belgique

Visite de M. Pierre André Kombila, ministre d'État pour l'Enseignement technique, la Formation professionnelle, la Réinsertion et l'Insertion professionnelle des jeunes du Gabon

Visite de Son Excellence M^me^ Vaira Vike-Freiberga, présidente de la république de Lettonie

Visite de M. Hamid Karzaï, président de la République islamique d'Afghanistan

Visite de M. Jean-François Roth, ministre de l'Économie et de la Coopération de la république et canton du Jura (Confédération suisse)

Octobre 2006

Visite de M. Francesco Frangialli, secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT)

Visite de M. Günther Beckstein, vice-ministre président et ministre de l'Intérieur de l'État de Bavière

Visite de M. Gilles de Robien, ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de la République française

Visite de Leurs Majestés le roi Charles XVI Gustave et la reine Silvia de Suède

Novembre 2006

Visite de M. Jiang Zengwei, vice-ministre du Commerce de la République populaire de Chine

Visite de M. Youssouf Fall, secrétaire général de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports (CONFEJES) des États et gouvernements ayant le français en partage

Visite de Son Altesse royale le prince Philippe de Belgique

Visite de M. Falakaddin Sabir Mahmud, ministre de la Culture du gouvernement régional du Kurdistan irakien

3e Réunion interaméricaine des ministres et hauts fonctionnaires chargés de la Culture

Visite de M. Gilberto Gil, ministre de la Culture de la République fédérative du Brésil, dans le cadre de la Réunion interaméricaine des ministres de la Culture

Visite de M. Luigi Nicolais, ministre de l'Innovation et des Réformes dans l'administration publique de la République italienne

Décembre 2006

Visite de M. Slaheddine Maklouf, secrétaire d'État auprès du ministre du Commerce et de l'Artisanat de la République tunisienne

Janvier 2007

Visite de M. Juan Jose Salazar Garcia, ministre de l'Agriculture de la république du Pérou

Visite d'une délégation de parlementaires du Parti socialiste de la République française

Février 2007

Visite de M. Ernest Benach i Pascual, président de la Commission interparlementaire de Catalogne

Visite de M. Adrien Zeller, président de la Région Alsace (République française)

Visite de M. Jean-Pierre Raffarin, ex-premier ministre, sénateur de la Vienne et président du Comité français d'organisation pour la célébration du 400e anniversaire de la Ville de Québec

Forum ministériel sur l'énergie et l'environnement « Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA/PMEC) »

Visite de M. Francesco Frangialli, secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT)

Mars 2007

Visite du président du Sénat de la république du Chili, M. Eduardo Frei Ruiz-Tagle

Annexe 4

Liste des missions ministérielles québécoises à l'étranger en 2006-2007

Avril 2006

Mission de M. Jean Charest, premier ministre, et de M. Raymond Bachand, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, à Chicago à l'occasion du BIO 2006 Annual International Convention.

Mission de M^me^ Monique Gagnon-Tremblay, ministre des Relations internationales, à Bruxelles pour coprésider le Conseil d'administration de l'Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse (AQWBJ).

Mission de M^me^ Lise Thériault, ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, en Europe afin de sensibiliser les décideurs des différents milieux de l'immigration et de l'intégration aux grandes orientations, politiques et programmes du Québec.

Mai 2006

Mission de M. Jean Charest, premier ministre, à Newport (Rhode Isand) pour participer à la 30^e^ Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada.

Mission de M^me^ Line Beauchamp, ministre de la Culture et des Communications, en France, afin de représenter le gouvernement du Québec au Festival de Cannes.

Mission de M. Raymond Bachand, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, à Burlington (Vermont).

Mission de M^me^ Lise Thériault, ministre de l'Immigration et Communautés culturelles, en Haïti pour l'assermentation du nouveau président, M. René Préval.

Juin 2006

Mission de M. Yvon Vallières, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, en Suisse afin de participer aux négociations du cycle DOHA de l'Organisation mondiale du commerce.

Mission de M. Claude Béchard, ministre du Développement durable de l'Environnement et des Parcs, à Washington D.C. à la XIII^e^ session ordinaire du Conseil de la Commission de coopération environnementale de l'Amérique du Nord.

Mission de M. Raymond Bachand, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, au Japon.

Mission de M. Jean-Marc Fournier, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, en Russie pour participer à la deuxième réunion des ministres de l'Éducation du G8.

Juillet 2006

Mission de M. Jean Charest, premier ministre et de M^me^ Monique Gagnon-Tremblay, ministre des Relations internationales, en France afin de rencontrer les membres du Conseil permanent de la Francophonie et de l'Organisation internationale de la Francophonie. Également en Allemagne pour rencontrer diverses personnalités politiques et économiques et en Haute-Autriche pour participer à la Troisième Conférence des chefs de gouvernement des régions partenaires.

Mission de M. Raymond Bachand, ministre du Développement économique, de l'Innovation et l'Exportation, au Royaume-Uni pour participer au Salon international de l'aéronautique et de l'espace de Farnborough.

Septembre 2006

Mission de M. Jean Charest, premier ministre, à Burlington (Vermont), afin de s'entretenir avec le gouverneur du Vermont, sur de nombreux secteurs de collaboration, de coprésider avec lui l'ouverture des travaux des comités sur l'Énergie et de signer un protocole d'entente complémentaire en matière environnementale.

Mission de M. Jean Charest, premier ministre et de M^me^ Monique Gagnon-Tremblay, ministre des Relations internationales, en Roumanie pour participer à la XI^e^ Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage.

Mission de M. Claude Béchard, ministre du Développement durable de l'Environnement et des Parcs, en France.

Mission de M. Jean-Marc Fournier, ministre de l'Éducation du Loisir et du Sport, en France et en Autriche.

Mission de M. Philippe Couillard, ministre de la Santé et des Services sociaux, en Espagne.

Mission de M. Henri-François Gautrin, ministre des Services gouvernementaux, en Norvège et en France.

Mission de M^me^ Françoise Gauthier, ministre du Tourisme, en France.

Octobre 2006

Mission de M^me^ Monique Gagnon-Tremblay, ministre des Relations internationales, à Boston, pour participer au Congrès de l'American Council for Québec Studies (ACQS).

Mission de M^me^ Monique Gagnon-Tremblay, ministre des Relations internationales, en Chine, afin d'assurer le suivi de la mission du premier ministre et de diriger des représentants des milieux d'affaires, de l'éducation, de la recherche, de la science et de la technologie et de la culture.

Novembre 2006

Mission de M^me^ Monique Gagnon-Tremblay, ministre des Relations internationales, en France, pour participer à la 53^e^ séance du conseil d'administration de l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ).

Mission au Kenya de M. Claude Béchard, ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, pour représenter le gouvernement du Québec au sein de la délégation canadienne à la 12^e^ Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et à la 12^e^ Réunion des Parties du Protocole de Kyoto.

Mission de M. Raymond Bachand, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, en Inde, pour diriger une mission économique.

Décembre 2006

Mission de M. Benoît Pelletier, ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'accès à l'information, au Brésil, pour participer à la conférence « *The new frontiers of federalism* ».

Janvier 2007

Mission de M. Jean Charest, premier ministre, et de M. Raymond Bachand, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, à Davos en Suisse afin de participer au Forum économique mondial.

Mission de M. Jean Charest, premier ministre, en France, pour participer à la Conférence de Paris pour une gouvernance écologique mondiale.

Mission de M^me^ Monique Gagnon-Tremblay, ministre des Relations internationales, à Washington D.C., pour participer au lancement de « *Québec Old World Charm : New World Excitement* » au Smithsonia Institution.

Février 2007

Mission de M^me^ Monique Gagnon-Tremblay, ministre des Relations internationales, à Plattsburgh pour prononcer une allocution au *Distinguished Québec Annual address* de l'Université de Plattsburgh et procéder au lancement de la semaine d'activités consacrées au Québec en collaboration avec l'*Institute on Quebec Studies*.

Mission de M. Jean-Marc Fournier, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, à Boston.

Annexe 5

Résultats des programmes d'accès à l'égalité en emploi

Conformément à l'article 53.1 de la *Loi sur la fonction publique*, le Ministère doit rendre compte des résultats obtenus par rapport aux objectifs d'un programme d'accès à l'égalité ou d'un plan d'embauche pour les personnes handicapées qui lui était applicable et par rapport aux objectifs d'embauche des diverses composantes de la société québécoise.

1. Données globales

L'embauche totale au cours de la période 2006-2007

	Réguliers	Occasionnels	Étudiants	Stagiaires	Total
Nombre total de personnes embauchées	4	31	18	4	57

Nombre d'employés réguliers en place en date du 31 mars 2007

Effectif total (personnes)	368*

* Ce nombre diffère de l'effectif total présenté dans la section sur l'utilisation des ressources humaines (578) car il n'inclut pas les employés recrutés localement (184). Il exprime en outre le nombre de personnes plutôt que le nombre d'équivalents temps complet (ETC).

2. Membres de communautés culturelles, anglophones, autochtones et personnes handicapées

Taux d'embauche des groupes cibles en 2006-2007

Rappel de l'objectif d'embauche : atteindre un taux d'embauche annuel de 25 % des nouveaux employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires parmi les membres des communautés culturelles, les anglophones, les autochtones et les personnes handicapées pour hausser la représentation de ces groupes dans la fonction publique.

Statuts d'emploi	Embauche totale 2006-2007	Embauche de membres de groupes cibles 2006-2007					
		Communautés culturelles	Anglophones	Autochtones	Personnes handicapées	Total	Taux d'embauche par statut d'emploi
Réguliers	4	0	0	0	0	0	0 %
Occasionnels	31	4	0	0	0	4	13 %
Étudiants	18	5	1	0	0	6	33 %
Stagiaires	4	1	0	0	0	1	25 %
Total	57	10	1	0	0	11	19 %
Taux d'embauche par groupe cible		18 %	2 %	0 %	0 %	19 %	

Taux d'embauche global des groupes cibles par statut d'emploi : résultats comparatifs

Taux d'embauche global, en pourcentage, des membres des communautés culturelles, des anglophones, des autochtones et des personnes handicapées

	Réguliers	Occasionnels	Étudiants	Stagiaires
2004-2005	0 %	17 %	17 %	0 %
2005-2006	25 %	14 %	19 %	43 %
2006-2007	0 %	13 %	33 %	25 %

Taux de représentativité des groupes cibles au sein de l'effectif régulier : résultats comparatifs au 31 mars de chaque année

Rappel des objectifs de représentativité : pour les membres des communautés culturelles, atteindre la cible gouvernementale de 9 %. Pour les personnes handicapées, atteindre la cible ministérielle de représentativité de 2 %.

Groupes cibles	2005		2006		2007	
	Nombre d'employés réguliers en place	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total	Nombre d'employés réguliers en place	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total	Nombre d'employés réguliers en place	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total
Communautés culturelles	15	3,8 %	15	4,0 %	16	4,3 %
Autochtones	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Anglophones	6	1,5 %	6	1,6 %	6	1,6 %
Personnes handicapées	5	1,3 %	6	1,6 %	5	1,4 %

3. Femmes

Taux d'embauche des femmes en 2006-2007

	Régulières	Occasionnelles	Étudiantes	Stagiaires	Total
Nombre de femmes embauchées	4	22	11	2	39
Pourcentage par rapport au nombre total d'embauches en 2006-2007	100 %	71 %	61 %	50 %	68 %

Taux de représentativité des femmes au sein de l'effectif régulier au 31 mars 2007

	Personnel d'encadrement	Personnel professionnel	Personnel technicien	Personnel de bureau	Personnel des agents de la paix	Personnel ouvrier	Total
Nombre total d'employés réguliers en place	73	157	62	75	0	1	368
Nombre de femmes en place	20	70	48	73	0	0	211
Taux de représentativité des femmes dans l'effectif régulier total de la catégorie	27 %	45 %	77 %	97 %	0 %	0 %	57 %

Annexe 6

Liste des acronymes

ACDI : Agence canadienne de développement international

ACQS : American Council for Quebec Studies

ACSUS : Association for Canadian Studies in the United States

AFNOR : Agence française de normalisation

AIEQ : Association internationale des études québécoises

AIMF : Assemblée générale de l'Association internationale des maires francophones

AIRF : Association internationale des régions francophones

ALENA : Accord de libre-échange nord-américain

AMETVS : Association manufacturière d'équipements de transport et de véhicules spéciaux

AQOCI : Association québécoise des organismes de coopération internationale

ARE : Assemblée des régions d'Europe

AUF : Agence universitaire de la Francophonie

BERD : Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement

BME : Bureau des missions et des événements

BNQ : Bureau de normalisation du Québec

BQS : Bureau du Québec à Séoul

CANSO : Civil Air Navigation Services Organisation

CCIFQ : Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise

CCN : Conseil canadien des normes

CFA : Centre de la francophonie des Amériques

CGGL : Conférence des gouverneurs des Grands Lacs

CGL : Commission des Grands Lacs

CGNA/PMEC : Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada

CIEP : Centre international d'études pédagogiques

CIJF : Comité international des Jeux de la Francophonie

COJOB : Comité d'organisation des Jeux olympiques de Beijing

CONFEJES : Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des États et gouvernements ayant le français en partage

CONFEMEN : Conférence des ministres de l'Éducation des pays ayant le français en partage

CPCFQ : Commission permanente de coopération franco-québécoise

CVIEPQ : Centre de la valorisation internationale de l'expertise publique québécoise

DGQM : Délégation générale du Québec à Mexico

DGQP : Délégation générale du Québec à Paris

DGQT : Délégation générale du Québec à Tokyo

ENAP : École nationale d'administration publique

ERL : Employé recruté localement

ETC : Équivalent temps complet

FIL : Festival international de la Louisiane

FNUF : Forum des Nations Unies sur les Forêts

FoGIQE : Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger

GES : Gaz à effet de serre

GTQM : Groupe de travail Québec-Mexique

IEJNL : Instituto Estatal de la Juventud du Nuevo León

IEPF : Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie

IMJ : Instituto Mexicano de la Juventud

ISO : Organisation internationale de standardisation

ISU : Institut de statistique de l'UNESCO

LEPPM : Laboratoire d'étude sur les politiques publiques et la mondialisation

LMD : Licence-maîtrise-doctorat

LOJIQ : Les Offices jeunesse internationaux du Québec

MAMR : Ministère des Affaires municipales et des Régions

MCC : Ministère de la Culture et des Communications

MDEIE : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation

MEDEF : Mouvement des entreprises de France

MELS : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

MICC : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

MJ : Ministère de la Justice

MRI : Ministère des Relations internationales

MSP : Ministère de la Sécurité publique

NICE : Northeast International Committee on Energy

OEA : Organisation des États américains

OFAJ : Office franco-allemand pour la jeunesse

OFQJ : Office franco-québécois pour la jeunesse

OIF : Organisation internationale de la Francophonie

ONU : Organisation des Nations Unies

ONUE : Organisation des Nations Unies pour l'environnement

OQAJ : Office Québec-Amériques pour la jeunesse

OQWBJ : Office Québec Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse

OUI : Organisation universitaire interaméricaine

PAGE : Projet d'appui à la gouverne de l'État haïtien

PAI : Programme d'accords industriels

PAIT : Programme d'accords industriels et technologiques

PAJE : Programme d'accueil des journalistes étrangers

PIAPE : Programme d'invitation et d'accueil de personnalités étrangères

PQDI : Programme québécois de développement international

PSP : Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité

QSF : Programme Québec sans frontières

REGLEG : Conférence des régions à pouvoirs législatifs

SAGIR : Solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources

SCT : Secrétariat du Conseil du trésor

SODEQ : Société développement des exportations des entreprises culturelles

STI : Science, technologie et innovation

TRANSBIO : Transfert technologique en biotechnologies

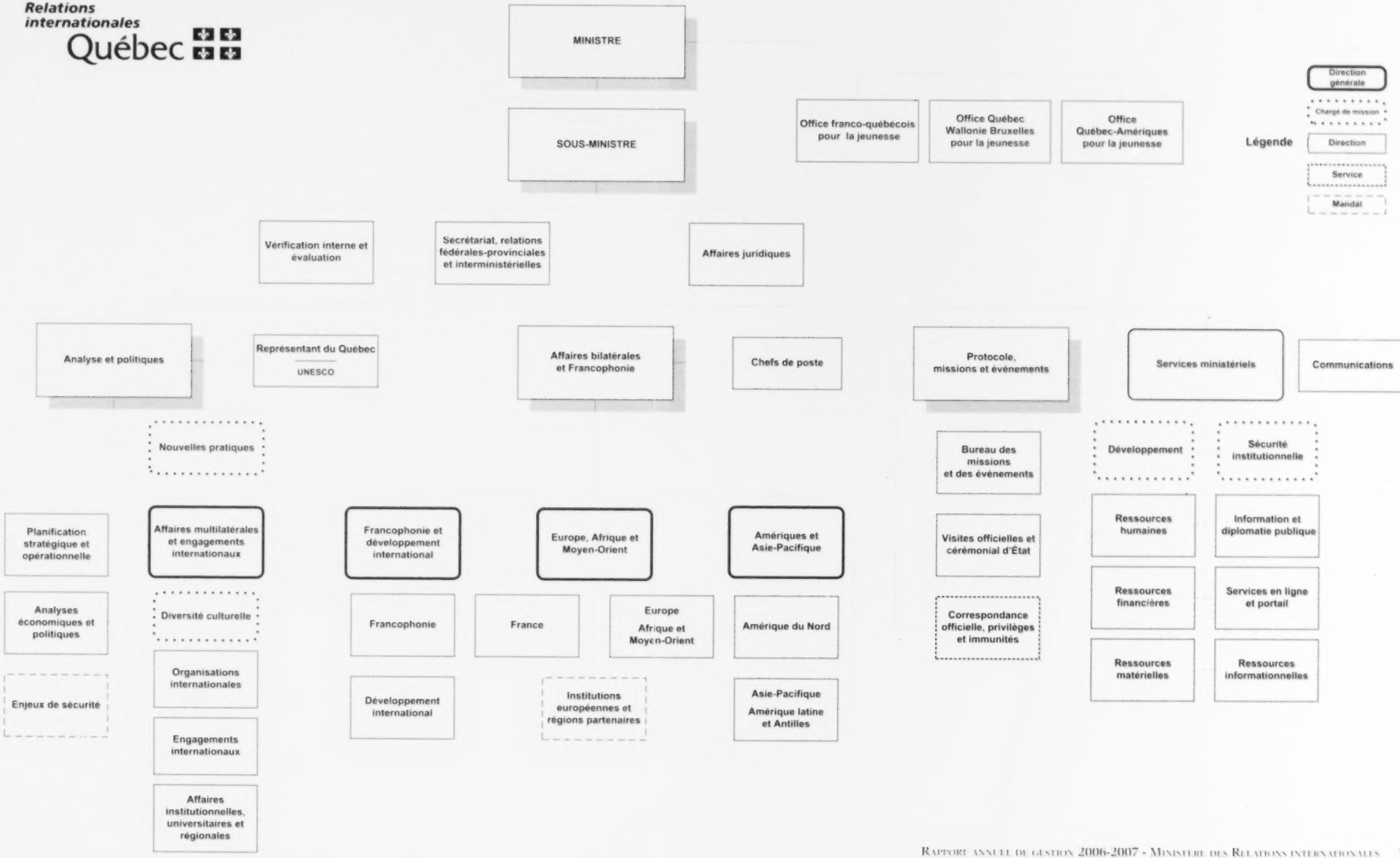
UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

WHTI : Western Hemisphere Travel Initiative

Annexe 7

Organigramme au 31 mars 2007

Relations internationales
Québec



Relations internationales
Québec